

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2129 - 22 mai 2009 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Le 7 juin, votez Lutte Ouvrière



**pour exprimer
la colère des
classes populaires**

Les 30, 31 mai et 1^{er} juin

Vive la fête !



Sommaire

Européennes

p. 4-5 ■ Les listes de Lutte Ouvrière

Leur société

p. 5 ■ Les éleveurs en colère

- La police contre les Don Quichotte

p. 6 ■ L'ouverture des magasins le dimanche

- Enquête sur le sabotage de TGV

p. 16 ■ CAC 40 : les profits continuent à rentrer

- Quand les entreprises se servent de la crise

- Contre la violence à l'école, les gadgets sécuritaires ne servent à rien

La Fête à Presles

p. 7 à 10

Dans les entreprises

p. 11 ■ Caterpillar – Grenoble et Echirolles ; Continental – Clairoix (Oise) ; Michelin – Clermont-Ferrand

p. 12 ■ EDF-GDF ; Cremonini (restauration SNCF) ; MeadWestfas - Châteauroux ; Edf - Catenom (Moselle)

p. 13 ■ Dans la sous-traitance automobile dans le Territoire-de-Belfort ; la crise du décolletage en Haute-Savoie ; Arcelormittal – Luxembourg

Dans le monde

p. 14 ■ Sri-Lanka, l'armée a écrasé les séparatistes mais la question tamoule reste posée

- Italie, nouvelles mesures contre les immigrés

p. 15 ■ États-Unis, le dépôt de bilan de Chrysler

- Manifestation de Bruxelles, le 15 mai

Réunions publiques avec les candidats des listes de Lutte Ouvrière

Pour une Europe débarrassée de la dictature des financiers !

Pour exprimer la colère des classes populaires !

SAINT-QUENTIN

Vendredi 22 mai à 18 h

avec **Anne ZANDITÉNAS**,
Salle Matisse rue Théophile-Gauthier

METZ

Samedi 23 mai à 16 h

avec **Mario RINALDI**
Salle polyvalente de la Mairie de Queuleu - 1, rue du Roi-Albert – Metz-Queuleu

TARBES

Samedi 23 mai à 18 h

avec **Sandra TORREMOCHA et François MEUNIER**
Salle Brauhauban, 47, rue Brauhauban

MURET

Mardi 26 mai à 20 h 30

avec **Sandra TORREMOCHA**
Salle Clément-Ader, parking de la Sécurité sociale

RENNES

Mardi 26 mai à 20 h 30

avec **Valérie HAMON**,
Centre social Carrefour 18, 7, rue d'Espagne - Métro Henri-Fréville

MULHOUSE

Mardi 26 mai à 20 h

avec **Julien WOSTYN**
Salle Sainte-Geneviève - 17, rue du Printemps

LIMOGES

Mardi 26 mai à 20 h 30

avec **Marie SAVRE et Claudine ROUSSIE**
Salle Blanqui n° 3 (derrière la Mairie)

LYON

Mercredi 27 mai à 20 h

avec **Nathalie ARTHAUD et François ROCHE**
Mairie du 6^e arrondissement - Salle Victor-Hugo - 33, rue Bossuet - Métro : Masséna



Nathalie Arthaud
porte-parole de Lutte Ouvrière

LAON

Mercredi 27 mai à 18 h 30

avec **Anne ZANDITÉNAS**
Maison des Associations - Rue du Bourg (sur le plateau)

SAINT-BRIEUC

Mercredi 27 mai à 20 h 30

avec **Valérie HAMON**
Salle du Petit Théâtre - Maison du Temps libre - 6 bis, rue du Maréchal Foch

TOURS

Mercredi 3 juin à 20 h 30

avec **Nathalie ARTHAUD et Marie SAVRE**
Centre de vie du Sanitas - 10 Place-Neuve

LE MANS

Mercredi 3 juin à 20 h 30

avec **Yves CHEERE**,
Maison des Associations - Salle n°2 - rue d'Arcole

BOBIGNY

Mercredi 3 juin à 20 h

avec **Jean-Pierre MERCIER et Sophie ROBIN**
Salle municipale de la rue Racine

BORDEAUX

Mercredi 3 juin à 20 h 30

avec **Sandra TORREMOCHA et Guillaume PERCHET**
Établissement municipal du Grand Parc - Place de l'Europe

TOULOUSE

Jeudi 4 juin à 20 h 30

avec **Sandra TORREMOCHA**
Salle municipale - 22, allée de Barcelone

LA ROCHELLE

Jeudi 4 juin à 20 h

Avec **Valérie HAMON et Antoine COLIN**
Salle Amos-Barbot - 37, rue du Collège

BOURG-EN-BRESSE

Jeudi 4 juin à 19 h 30

avec **Vincent GOUTAGNY et Éric LAHY**
Maison des Syndicats - Champ de foire (Allée des Brotteaux)

DIJON

Jeudi 4 juin à 19 h

avec **Claire ROCHER**
Maison de quartier - Allée de Grenoble - Fontaine d'Ouche

CAEN

Jeudi 4 juin à 18 h 45

avec **Pierre CASEVITZ**
Groupe scolaire Henri-Brunet - Avenue du 6 juin - Tramway : Quai de Juillet

MONTLUÇON

Jeudi 4 juin à 18 h 30

avec **Marie SAVRE, et Véronique DREYFUS**
Salle Salicis - 1, rue Lavoisier

LE HAVRE

Jeudi 4 juin à 18 h 30

avec **Pascal LE MANAC'H**
Salle René Cassin - 130, rue Anatole France

GRENOBLE

Vendredi 5 juin à 20 h

avec **Chantal GOMEZ et Rémi ADAM**
Salle Millet - Rue Millet

MONTREUIL

Vendredi 5 juin à 20 h

Avec **Jean-Pierre Mercier**
École Jules-Ferry II 56, rue Parmentier

TROYES

Vendredi 5 juin à 18 h

avec **Pierre BISSEY**
Amphithéâtre du Petit Louvre (entre la préfecture et la cathédrale)

MÉRIGNAC

Vendredi 5 juin à 20 h 30

avec **Guillaume PERCHET et Nelly MALATY**
Salle de la Glacière

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Loive - 93500 Pantin.. Téléphone : 01 48 10 86 20 Télécopie : 01 48 10 86 26

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

LO l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

LO multimédia (télé, radio, CLT)
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

LO audio (version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande



Le vote utile, c'est dire tout le mal que les travailleurs pensent de ceux qui les exploitent et les oppriment

« L'économie va mieux qu'ailleurs », « les relations sociales sont bonnes ». Heureux, Sarkozy ! Il est content que les sondages pour les élections européennes donnent les listes gouvernementales en tête, et il est surtout content de lui !

Les classes populaires, elles, n'ont aucune raison de l'être, avec les entreprises qui licencient, le chômage qui monte, le pouvoir d'achat qui diminue et les hôpitaux, les écoles des quartiers populaires, les transports publics qui se dégradent. L'argent que l'État donne aux banquiers et aux patrons de l'automobile, c'est autant de moins pour les services publics.

Et c'est une maigre consolation pour ceux qui sont poussés vers la pauvreté de savoir qu'il y a des pays où ça va encore plus mal.

De toute façon, la crise et sa gravité ne dépendent pas de la petite personne de Sarkozy. Elles découlent du fonctionnement de l'économie capitaliste. Mais le gouvernement ajoute sa touche en favorisant les capitalistes, responsables de la crise, contre leurs victimes.

Chaque fois que ce gouvernement prend des mesures antiouvrières, baptisées « réformes », Sarkozy prétend que « les Français m'ont élu pour cela ». Mensonge grossier. Car, s'il a bien été élu président de la République, la majorité de la population n'a pas voté pour lui. Et même ceux qui l'ont fait ne l'ont pas chargé de repousser l'âge de la retraite, de faire le cadeau du bouclier fiscal à quelques milliers de richissimes amis, ni de supprimer des dizaines de milliers d'emplois dans les services publics utiles à toute la population.

Si les listes gouvernementales recueillent beaucoup de voix aux élections européennes du 7 juin, on entendra les ministres claironner que la politique du gouvernement a été, une fois de plus, approuvée.

L'électorat populaire, victime de la politique du gouvernement, a évidemment toutes les raisons de lui infliger un désaveu, même s'il ne s'agit que d'un geste.

Le Parti Socialiste, le principal parti dans l'opposition parlementaire, en tire argument pour essayer de capter

les votes de tous ceux qui veulent marquer leur opposition à Sarkozy et à son équipe. Ses dirigeants ont commencé à ressortir le vieil argument du vote utile, avant d'affirmer par la bouche de Martine Aubry : « *Le vote efficace pour changer l'avenir, c'est le PS.* » L'un des dignitaires du PS a même eu le culot d'ajouter que les électeurs, en ne votant pas pour le Parti Socialiste, voteront pour Sarkozy.

Vote utile, le vote pour le PS ? Mais utile à quoi, à part assurer leur fauteuil à quelques députés socialistes de plus ?

« Vote efficace pour changer l'avenir » ? Mais pour que les Partis Socialistes soient majoritaires au Parlement européen, il faudrait que les 27 pays membres envoient, tous, une majorité de députés socialistes. Il faudrait qu'une vague « rose » submerge toute l'Europe. Et, même si ce « miracle » se produisait, de toute façon la politique en Europe n'est pas définie par le Parlement mais par les gouvernements des 27 pays.

Le PS et ses dirigeants disent n'importe quoi et prennent les électeurs pour des gogos.

Il n'y a pas, dans ces élections, de vote efficace pour « changer l'avenir ». L'avenir des classes populaires dépend de leur capacité à se défendre contre le patronat et contre le gouvernement qui, quelle que soit son étiquette, gouverne pour le compte du grand capital.

Lutte Ouvrière se présente pour que ceux qui, dans l'électorat populaire, sont en colère contre les capitalistes et leur économie qui les condamne à la misère, puissent l'exprimer avec leur bulletin de vote.

Voter pour les listes Lutte Ouvrière, c'est exprimer son opposition à la gestion de la crise au seul profit des banquiers, des patrons et des grands actionnaires. C'est marquer son opposition radicale au gouvernement actuel, servile devant les riches, ennemi ouvert des classes populaires, sans pour autant cautionner le Parti Socialiste qui, lorsqu'il gouverne, le fait lui aussi dans l'intérêt du grand patronat. Voter pour les listes Lutte Ouvrière, c'est se prononcer pour une Europe débarrassée de la dictature des financiers. À tout prendre, c'est le seul « vote utile » qu'on puisse faire dans ces élections.

Arlette Laguiller

• Crise

En France ce serait moins pire ?

Selon Fillon en visite dans une usine de volailles du Morbihan, face à la crise « *la France résiste mieux, s'agissant de ce trimestre beaucoup mieux, que les autres pays de la zone euro* ». C'est aussi ce que répètent à la queue leu leu ministres, sous-ministres, et porte-plume du gouvernement. On connaît le refrain : la crise est mondiale, nous n'y sommes pour rien ; mais grâce à notre gouvernement, au plan de sauvetage des banques, au plan de relance de l'économie, c'est moins pire qu'ailleurs. L'étrange est que les discours qu'on nous sert, ici, en France, ressemblent à ceux que l'on sert aux populations des autres pays de

l'Union européenne, à qui on explique qu'ils n'ont pas à se plaindre car ailleurs c'est pire. C'est le même truc que tous les gouvernements servent à tous les peuples.

Mais la France dont parle Fillon, c'est qui ? La bourgeoisie prospère ? La petite bourgeoisie si fière d'échapper à la condition salariée ? ou les travailleurs des villes et des campagnes qui ne vivent que de leur travail et dont les revenus, salaires, pensions et allocations diverses fondent dans la crise ?

L'autre curiosité dans le discours des dirigeants français c'est de les voir expliquer que si la France résiste mieux, c'est que les salariés y seraient mieux

protégés grâce aux « amortisseurs sociaux » – les retraites, la Sécu – qui éviteraient que les salariés plongent dans la misère totale. Mais ces « amortisseurs » ne sont pas tombés du ciel, il a fallu les arracher de force à la classe capitaliste. Il a fallu surtout, et il faut quotidiennement, se battre contre l'acharnement de Sarkozy et des siens à les démolir, qu'il s'agisse des retraites, des protections sociales, de l'accès aux soins, etc.

En tout cas, s'il y a en France de petits « amortisseurs » à la crise, ce n'est ni à Fillon ni à Sarkozy qu'on le doit !

Vincent GELAS

Dans les médias

VENDREDI 22 MAI, sur France 2, à 8 h 40, Nathalie ARTHAUD sera l'invitée des *Quatre vérités*

SAMEDI 23 MAI, sur FR3 Rhône-Alpes, à 11 h 30, Nathalie ARTHAUD sera l'une des invitées de *La Voix est libre*

LUNDI 25 MAI, sur I-TÉLÉ, de 8 h 30 à 8 h 45, Nathalie ARTHAUD sera l'invitée du matin

LUNDI 25 MAI, sur TLM (Lyon), à 19 h 50, Nathalie ARTHAUD sera l'une des invités du débat consacré aux élections européennes

MARDI 26 MAI, sur France 4, à 20 h 30, Arlette LAGUILLER sera l'une des invités de *Questions de génération*, depuis le lycée Balzac à Paris

SAMEDI 30 MAI, sur FR3 national, dans le 19/20, interview de Nathalie ARTHAUD en duplex depuis la Fête de LUTTE OUVRIÈRE à Presles

DIMANCHE 31 MAI, sur FR2 dans le journal de 13 heures, Nathalie ARTHAUD sera interviewée en duplex depuis la fête de LUTTE OUVRIÈRE à Presles

DIMANCHE 31 MAI, sur France 5, à 17 h 45 Nathalie ARTHAUD participera à l'émission *Riposte* consacrée aux élections européennes

LUNDI 1^{er} JUIN, sur Canal Plus, à 7 h 40, Nathalie ARTHAUD sera l'invitée de la Matinale

MARDI 2 JUIN, sur RTL, à 19 h 15, Nathalie ARTHAUD sera l'une des invités de *On refait le monde*

• Les listes Lutte Ouvrière

Pour une Europe débarrassée de la dictature des financiers !

Le 14 mai, lors d'un meeting au Théâtre de la Mutualité à Paris, c'est devant une salle extrêmement chaleureuse et même enthousiaste que Lutte Ouvrière a présenté ses listes pour les élections européennes.

Le meeting s'est déroulé sous la présidence de Sophie Robin, factrice à Paris et candidate sur la liste d'Ile-de-France, et en présence des camarades qui conduisent nos listes dans les six autres circonscriptions métropolitaines.

Jean-Pierre Mercier, qui conduit la liste Lutte Ouvrière en Ile-de-France, a expliqué que voter pour nos listes signifiera clairement s'opposer à la gestion de la crise au seul profit des bourgeois, des patrons et des actionnaires des entreprises. Prenant pour exemple en particulier le secteur où il travaille, l'industrie automobile, il a vigoureusement dénoncé l'attaque d'envergure menée par le patronat contre les salariés, ainsi que l'hypocrisie de la propagande patronale et gouvernementale contre les travailleurs dans les conflits en cours.

L'intervention de notre porte-parole nationale Nathalie Arthaud, qui conduit également la liste Lutte Ouvrière dans la circonscription Sud-Est, lui a permis notamment de développer ce que nous pensons de la « construction européenne » des bourgeois et de ce que serait l'Europe unie de l'avenir. Nous en publions ci-dessous un extrait.

L'EUROPE DES BOURGEOIS, C'EST UNE EUROPE ENTOURÉE DE BARBELÉS

Ceux qui faisaient mine dans le passé de se révolter contre le « rideau de fer » qui entourait naguère l'Union soviétique et son glacis sont en train d'ériger un nouveau rideau, électrifié cette fois-ci, pour empêcher le passage de ceux qui viennent de plus loin à l'est, d'Irak, d'Afghanistan, de Russie, du Sri Lanka, voire de Chine. Et ces nouveaux barbelés de la frontière dite de Schengen partagent parfois en deux un même peuple et séparent en tout cas des peuples voisins.

UN RIDEAU DE FER EN MÉDITERRANÉE

Le plus révoltant peut-être est le rideau de fer que l'on est en train d'élever en plein milieu de la Méditerranée. Les barrières électrifiées autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla et les navires de guerre qui font la chasse aux « boat people » pour empêcher des femmes et des hommes venant du Maghreb ou d'Afrique noire de passer sur l'autre rive symbolisent bien plus « leur » Europe que toutes les déclarations officielles sur les droits de l'homme.

Toute l'histoire lie pourtant les peuples des rives nord et sud de la Méditerranée, l'Europe à l'Afrique. L'histoire, mais aussi le présent. Car, sur les chaînes

de production des usines d'automobiles, les travailleurs nés en France côtoient des travailleurs nés de l'autre côté de la Méditerranée plus souvent que des travailleurs originaires d'autres pays d'Europe.

Cette Europe des marchands, si sourcilieuse sur la question de la « concurrence non faussée », si prompt à réglementer à tort et à travers quand il s'agit de la circulation des marchandises, ne se soucie pas du tout, en revanche, des êtres humains. Si le marché est plus ou moins harmonisé, les droits sociaux ne le sont pas.

Et, même pour un droit aussi élémentaire que le droit des femmes à l'interruption volontaire de grossesse, l'Union européenne s'accommode parfaitement que la Pologne, l'Irlande, Chypre et Malte le refusent. Quant à Malte, elle interdit même le divorce.

Nous sommes tout à fait d'accord avec les associations qui, comme celle initiée par Gisèle Halimi, revendique « la clause de l'Européenne la plus favorisée ». Cette clause impliquerait qu'en matière de divorce, d'interruption volontaire de grossesse, mais aussi de durée du congé maternité, de protection contre les violences, la législation du pays où elle est la plus favorable pour les femmes s'applique à l'échelle de l'Europe.

FACE AUX MÊMES EXPLOITEURS

Finale, ce qui est le plus riche d'espoir dans la construction européenne du point de vue des travailleurs et de l'avenir de la société, c'est que l'Union européenne réunit dans un même ensemble géographique et économique plus de 210 millions de salariés, en activité ou au chômage. Pour le moment, ces 210 millions de prolétaires ne sont unis que dans la même inquiétude devant les licenciements et devant le chômage.

Eh bien, ils finiront par se rendre compte que, d'une extrémité de l'Europe à l'autre, on retrouve parmi nos exploités les mêmes groupes industriels et financiers !

Le groupe Peugeot-Citroën n'exploite pas seulement ses travailleurs d'Aulnay, de Rennes ou de Sochaux, ici en France, mais aussi ceux de Kolin en Tchéquie, ceux de Trnava en Slovaquie ou, plus près, ceux de Vigo au Portugal, ceux de Madrid en Espagne, sans parler des usines en partenariat avec d'autres constructeurs d'automobiles en Italie ou en Russie.

Les stations-service portent les marques de la même demi-douzaine de trusts du pétrole présents partout dans le monde, comme sont présents partout les guichets des mêmes banques.

Au-delà de ce qui est visible, les mêmes grands capitaux sont derrière une multitude d'entreprises industrielles ou d'enseignes commerciales qui parsèment tout le territoire de l'Union européenne.

Eh bien, ce que nous espérons, c'est que demain les travailleurs, les chômeurs de l'Union européenne soient unis par la conscience qu'ils ont les mêmes intérêts et qu'ensemble ils constituent une force capable d'imposer leur droit à une existence digne !

Alors, ce que nous avons à dire de l'Union européenne elle-même est lié, non pas à ce qu'elle est aujourd'hui, mais aux perspectives qu'elle offre aux travailleurs dans l'avenir.

Même pour se défendre face à la bourgeoisie, il faut que les travailleurs soient conscients



que ceux des autres pays ne sont pas des adversaires. Ils sont plus que nos alliés. Ils sont une partie de nous-mêmes.

Le prolétariat ne pourra pas s'émanciper à l'échelle d'un seul pays d'Europe mais seulement, au minimum, à l'échelle de l'ensemble de ce continent.

Alors, tout en nous opposant à l'Union européenne et à ses institutions parce qu'elles sont toutes des instruments de la bourgeoisie, nous avons la conviction que l'unification de l'Europe est une bonne chose.

Parce que la transformation des frontières en simples limites administratives, la libre circulation des hommes et des produits, une monnaie unique pour un territoire de 493 millions de personnes, cela pourrait être un progrès. L'époque où les nations se sont construites dans le sang et la violence, où les frontières ont été établies au hasard des guerres, serait enfin vraiment révolue.

Et ce n'est nullement contradictoire avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à gérer leurs propres affaires. Les frontières d'aujourd'hui morcellent bien des peuples ; et les États nationaux, sur lesquels ne s'exerce pas un véritable contrôle démocratique, réduisent souvent des minorités nationales au silence quand ils ne leur mènent pas la guerre.

UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE

Nous nous opposons à ceux, et ils ne sont pas seulement à droite et à l'extrême droite, qui jouent sur la démagogie nationaliste en tentant de faire croire que les travailleurs de ce pays auraient quelque chose à craindre des travailleurs d'au-delà des frontières et qu'ils auraient des intérêts communs avec le patronat de leur pays.

La classe ouvrière de France, comme celle d'Europe, est formée de travailleurs de toutes origines. Eux ou leurs familles ne viennent pas seulement de différentes régions de l'hexa-

gone, mais également d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de toute l'Europe, et aussi du Maghreb, de toute l'Afrique, d'Asie ou des Antilles. Dans les usines, dans les bureaux ou sur les chantiers, ils produisent tous pour la même économie et ils sont exploités par les mêmes capitalistes, quelles que soient leur langue ou la couleur de leur peau. La minorité de parasites qui exploitent les travailleurs, voilà les seuls étrangers au monde du travail !

Alors, unir l'Europe ? Oui, car les frontières, les drapeaux, les patries ne servent qu'à diviser les peuples et les rivalités économiques sont surtout un prétexte aux salaires bloqués et aux profits élevés.

Oui, l'unité de l'Europe, c'est l'avenir !

Il y a un siècle déjà, le mouvement communiste parlait de la nécessité des États-Unis socialistes d'Europe. Aujourd'hui, avec la multiplication encore plus grande des liens économiques, culturels, humains, entre les différents peuples d'Europe, l'Europe serait trop étriquée si elle se repliait sur elle-même.

Nous, les communistes révolutionnaires, nous sommes même les seuls à souhaiter l'unification complète de l'Europe, d'un bout à l'autre du continent, sans exclusive. Nous sommes pour que disparaissent les douanes, les barbelés qui séparent les peuples, que disparaissent ces drapeaux que les dirigeants brandissent pour jeter les peuples les uns contre les autres.

Nous sommes pour que les frontières deviennent de simples limites administratives tant que les peuples éprouveront le besoin de se démarquer d'autres peuples. Mais elles finiront par disparaître complètement.

L'avenir n'est pas aux isolements même à l'échelle européenne. Il est à l'entente fraternelle entre les peuples pour gérer enfin en commun cette planète qui est la seule patrie de l'humanité. (...)

Les listes de Lutte Ouvrière

Ci-dessous les deux premiers candidats de chaque liste

● Circonscription du Sud-Est

(Corse, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Rhône-Alpes)



Nathalie Arthaud
enseignante et
François Roche
ouvrier dans l'aéronautique

● Circonscription de l'Est

(Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Lorraine, Franche-Comté)

Claire Rocher
infirmière au CHU de
Dijon et
Thomas Rose
enseignant



● Circonscription Massif-Central - Centre

(Auvergne, Limousin et Centre)



Marie Savre
formatrice au centre
d'apprentissage
du bâtiment et
Éric Bellet
ouvrier dans l'industrie
du caoutchouc)

● Circonscription de l'Ouest

(Bretagne, Pays-de-la-Loire et Poitou-Charentes)

Valérie Hamon
conductrice de train
et
Eddy Le Beller
technicien chantiers
navals



● Circonscription de l'Île-de-France



Jean-Pierre Mercier
ouvrier de
l'automobile et
Sophie Robin
factrice

● Circonscription du Nord-Ouest

(Basse et Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais et Picardie)

Éric Pecqueur
ouvrier dans l'automobile
et
Anne Zanditenas
enseignante



● Circonscription du Sud-Ouest

(Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées)



Sandra Torremocha
enseignante et
Guillaume Perchet
électronicien

● Prix du lait

Les éleveurs en colère

Mardi 19 mai, les producteurs de lait ont manifesté contre la baisse, de 30 % sur un an, du prix auquel les industriels leur achètent leur production. Le gouvernement a annoncé, pour désamorcer le mouvement, une « mission de médiation entre producteurs, coopératives et industriels », tout en invoquant pêle-mêle la crise et les directives contraignantes de Bruxelles. Autant dire qu'il a tenu le discours habituel pour avoir l'air de faire quelque chose face à la vigueur des protestations.

Pendant une semaine en effet, les éleveurs ont protesté dans tout le pays, et en particulier dans le nord et l'ouest de la France. Ils se sont fait entendre, à grand renfort de convois de tracteurs, de camions de lisier déversés devant les Préfectures ou l'hôtel de ville, comme à Cambrai, ou de barrages de pneus comme à Béthune ; à Nantes, trois cents producteurs ont réveillé le préfet à cinq heures du matin ; dans plusieurs régions, ils ont bloqué des laiteries industrielles (Danone, Gilot, Senoble...) et les centrales

d'achat de la grande distribution. Ils ont aussi intercepté des camions sur des parkings et distribué leur chargement de fromages aux automobilistes, comme dans la Manche, près de Saint-Lô. On leur a répondu par quelques bonnes paroles et par l'envoi de CRS, comme à Arras où pas moins de treize cars ont suivi la manifestation !

Les producteurs réclament un prix du lait qui leur permette de vivre. Car comme le déclarait un manifestant du Nord : « En mai 2008, je touchais 320 euros pour 1 000 litres de lait. Aujourd'hui, je ne perçois plus que 220 euros. » C'est une baisse jamais vue depuis 1984.

Le gouvernement et les industriels invoquent le retournement du marché. En 2008, les 90 000 éleveurs ont été incités à produire plus car on manquait de lait ; maintenant il y a des excédents et de plus, avec la crise, on en vend moins. Mais le gouvernement a aussi changé la donne. Depuis mai 2008, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a rappelé que les prix ne devaient plus être fixés, comme auparavant, par une entente entre les producteurs et les

industriels qui leur achètent leur lait. C'est une aubaine pour ces industriels qui en ont profité pour fixer les prix les plus bas possible ; et bien sûr, le fait qu'ils proposent tous le même prix du litre de lait ne peut en aucun cas être considéré comme le résultat d'une entente ou une entorse à la concurrence !

La liberté du marché écrase les petits producteurs sous la forme de ce diktat imposé par Danone, Lactalis, Entremont et autres grands trusts, sans compter les géants de la distribution, auxquels le gouvernement n'a rien à refuser. Les défenseurs du système prétendent que les éleveurs en ont profité quand les prix étaient plus hauts. Sauf que l'augmentation des prix en 2008 leur avait à peine permis de retrouver le niveau des prix de 2001 et des milliers d'entre eux avaient été contraints, dans l'intervalle, de liquider leur exploitation.

Quant aux consommateurs, ils n'ont jamais vu le résultat de ces fluctuations du marché puisque le litre de lait acheté 20 centimes au producteur leur est vendu 86 centimes, et souvent plus, en grandes surfaces !

Sylvie MARÉCHAL

● Sans-logis

La police contre les Don Quichotte

L'association de soutien aux sans-logis, les Enfants de Don Quichotte, avait décidé de lancer le 15 mai plusieurs actions spectaculaires d'implantation de petites tentes individuelles dans les centres-ville de Paris, Marseille, Montpellier et Strasbourg. Leur but était de dénoncer la situation toujours aussi scandaleuse des mal-logés ou des sans-logis, qui s'aggrave avec la crise économique et la diminution des mises en chantier de nouveaux logements.

Si à Strasbourg ou Montpellier, cette fois, l'opération a pu avoir lieu après négociation avec les pouvoirs publics, l'opération parisienne a très rapidement été brisée par une intervention policière musclée sur les berges des Tuileries.

Quelques heures après leur

installation, les dizaines de tentes montées au bord de la Seine ont été attaquées et confisquées à l'aide d'un impressionnant déploiement de forces : policiers, assistés de cinq bateaux, de plongeurs avec projecteurs et de gendarmes mobiles casqués. Démontrant sans peine qu'il était moins coûteux et plus rapide de dégager les militants de l'association et leurs tentes symboliques que de commencer à loger décemment ceux qui ne le sont pas, le gouvernement a une fois de plus illustré sa conception du traitement des problèmes sociaux.

Ainsi que le dénoncent le porte-parole de l'association, les rencontres avec Fillon, Boutin ou le préfet-délégué au logement n'ont rien donné. La ministre du Logement n'en prétend pas moins, la bouche en cœur, que l'on n'a « jamais construit autant de logements en France ». La loi DALO reste inapplicable et même les cent

villages de bungalows promis en dépannage se réduisent à l'installation d'un seul.

Selon la Fondation Abbé-Pierre, il y aurait toujours 3,4 millions de personnes pas ou très mal logées, auxquelles s'ajouteraient 6,6 millions d'autres qui vivent dans des conditions de logement très précaires. Alors que le gouvernement avait annoncé 500 000 nouveaux logements par an, les mises en chantier ont diminué régulièrement depuis deux ans et n'ont même été que de 58 000 au premier trimestre 2009, en baisse d'un tiers par rapport au premier trimestre 2008. Les loyers, eux, ont augmenté de 7,6 % en 2008, mais la ministre Boutin considère leur blocage comme inopportun.

Les millions de mal-logés doivent avoir accès à des conditions décentes, et ils ne patienteront pas éternellement.

Viviane LAFONT

• Les priorités gouvernementales

Encore le travail dominical !

Le chômage explose. Chaque jour, des milliers de familles sont confrontées à une chute brutale de leurs revenus, sans savoir quand leur situation s'améliorera ni même si elle le fera. Les ménages réduisent leurs dépenses quotidiennes, y compris dans l'alimentation, et fréquentent de plus en plus les magasins hard-discount.

Mais pour le gouvernement, la priorité est de ressortir du placard le projet de loi sur le travail dominical, qui est actuellement en discussion à l'Assemblée nationale. Il est légèrement remanié par rapport à la précédente mouture, qui avait été retirée fin décembre après avoir suscité une vive opposition y compris parmi des députés de la majorité. Le gouvernement n'a pas tardé à le ressortir du placard, après lui avoir donné un petit coup de brosse. Il faut donc croire que pour lui, il y avait urgence à étendre l'autorisation d'ouvrir le dimanche à de nouvelles zones en dehors des trois grandes agglomérations de Paris, Marseille ou Lille.

Il paraît que le but est de mettre en application une promesse de campagne de Sarkozy et de permettre aux salariés des commerces de gagner plus en sacrifiant leur dimanche. Mais quand on sait que dans nombre de commerces, petits et grands, des réductions de personnel ont déjà eu lieu, les clients se faisant plus rares, peut-on croire que l'ouverture dominicale les fera revenir, s'ils n'ont pas plus d'argent à dépenser ?

En fait, en prétextant qu'il se soucie des salariés qui ne demanderaient qu'à travailler ou des clients qui seraient entravés par la législation actuelle dans leur désir d'acheter, le ministre du Travail veut surtout légaliser les ouvertures sauvages qui se pratiquent déjà. Il cherche à mettre fin aux poursuites judiciaires engagées par les syndicats contre les grandes surfaces qui ne respectent pas la loi actuelle. La loi est contre eux, les plaintes déposées les dérangent, qu'à cela ne tienne : le gouvernement est là pour leur donner un coup de main en changeant la loi.

Marianne LAMIRAL

• Enquête sur le sabotage de TGV

Sept arrestations... pour un dossier qui reste vide

Dans le cadre de l'enquête sur le sabotage de lignes TGV à l'automne dernier, trois nouvelles personnes ont été interpellées dans la région de Rouen, le 18 mai.

Les limiers de l'anti terrorisme leur reprochent d'être des « proches » de Julien Coupat, donné dès le début de l'affaire par les enquêteurs comme le chef des saboteurs. Les trois interpellés seraient coupables d'avoir séjourné à Thessalonique, en Grèce, en septembre 2008, à un moment où Julien Coupat y était également. S'il n'en faut pas plus pour être suspecté, quelques milliers de touristes qui se trouvaient dans la région à la même époque ont des raisons de craindre une arrestation au petit matin !

Pour faire bonne mesure, les enquêteurs ont également arrêté quatre autres personnes résidant dans les Alpes de Haute-Provence pour avoir, dans un tract, fait allusion à la résidence secondaire appartenant au directeur central du Renseignement intérieur. Il n'en fallait pas plus pour y voir une menace. Contre



l'anonymat de ce haut personnage, sans doute ! Il est vrai que les personnes en question font partie d'un comité de soutien à Julien Coupat, et qu'en matière d'intimidation, rien n'arrête les services du ministère de l'Intérieur.

Mais les enquêteurs ont beau s'agiter et faire relayer par la presse leurs moindres faits et gestes, le dossier destiné à étayer l'accusation de « destructions » et « d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » reste toujours aussi vide. D'ailleurs jusqu'à présent toutes les personnes mises en examen ont dû être relâ-

chées, y compris la photographe arrêtée au début du mois, elle aussi membre du comité de soutien, et que les juges ont interrogée pendant plus de trois jours.

S'il existait des preuves de culpabilité, il y a longtemps que les juges auraient pu en faire état pour justifier leurs accusations. Cet acharnement contre de prétendus terroristes pourrait sembler ridicule si un homme, Julien Coupat, n'en était pas à six mois de détention, après avoir vu ce mois-ci sa quatrième demande de remise en liberté rejetée.

Roger MEYNIER

• Valeo

Un parachute doré peut se mettre en torche

L'ex-PDG de Valeo, Thierry Morin, risque de se voir priver de son indemnité de départ, soit 3,2 millions d'euros. Ce n'est pas à cause des 6 000 suppressions d'emplois qu'il a programmées, ni même parce que Valeo aurait perdu un peu d'argent ce trimestre, mais parce que Thierry Morin, soucieux de savoir ce qui s'y disait en son absence, avait fait poser des micros pour espionner le conseil d'administration.

Même Laurence Parisot la présidente du Medef, pourtant toujours prête à défendre les stock-options et les parachutes dorés, a condamné l'initiative du PDG de Valeo. Pour le patronat, il y a en effet quelque chose de beaucoup plus important que les salaires et les primes des dirigeants : le droit absolu des conseils d'administration de décider souverainement et dans le secret. Ce sont les représentants des proprié-

étaires des entreprises et eux seuls qui comptent. Les larbins, même dorés sur tranche comme Thierry Morin, n'ont qu'à obéir et à se soumettre, y compris quand ils sont licenciés !

Et puis quel mauvais exemple : si tous les salariés menacés de licenciement se donnaient les moyens de savoir ce qui se trame dans les conseils d'administration, où irait-on ?

P G

Commandez vos cartes d'entrée à la fête

Sur place, la carte d'entrée à la Fête pour les trois jours coûtera 15 euros. Mais si vous l'achetez maintenant, elle ne coûte que 12 euros.

Cela vaut donc la peine de se la procurer à l'avance. L'entrée de la Fête reste gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat (d'une valeur de 5 euros pendant la fête, mais vendus maintenant 4 euros) :

- soit en écrivant à : Lutte Ouvrière BP 233 75865 Paris Cedex 18. Mais attention aux délais postaux !
- soit auprès de nos camara-

des.

Indiquer, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons demandés, et joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. Ne pas oublier de mentionner l'adresse d'expédition. Envoi franco.

Venir à la Fête de Lutte Ouvrière

La Fête de Lutte Ouvrière se déroule à Presles, dans le Val-d'Oise à 30 km au nord de Paris, dans un parc boisé de 13 hectares.

depuis la région parisienne...

Pour venir à la Fête, le plus facile est de prendre les cars gratuits qui partent du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13. Avec les cars, pas de soucis de stationnement, ils vous déposeront à l'entrée de la Fête, et fonctionneront aux mêmes horaires que la Fête.

Par le train, de la gare du Nord, il faut prendre la direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers jusqu'à la gare de Presles, située à 900 mètres de l'entrée de la Fête.

Si vous devez venir en voiture, nous déconseillons la N°1, car les travaux du tramway rendent la traversée de Saint-Denis et de Pierrefitte très difficile. Un des chemins possibles est de rejoindre l'A86 Nord, et de suivre l'A15, puis l'A115, enfin la voie rapide N184, direction Beauvais-Amiens. Sortir à Presles.

...et depuis la province.

Des départs collectifs, en car ou en train, sont organisés à partir de nombreuses villes de toutes les régions. Se renseigner auprès de nos camarades locaux.

- Vendredi 29 mai
Toulouse - 22 h 30 angle bd du Suisse et rue Daydé
Samedi 30 mai
Besançon - 6 h 30 place Battant
Bourges - 6 h parking du Centre nautique
Cosne-sur-Loire - 7 h parking de l'aire des Vignobles, A 77 Malataverne
Clermont-Ferrand - 6 h 30 place des Bughes (côté bouledrome)
Montluçon - 7 h 45 sortie n°10 de l'A 71, dite de Bizeneuille
Dunkerque - 6 h 30 place Jean-Bart
Lille - 7 h 30 Porte-d'Arras (métro)
Lyon - 5 h 15 métro Laënnec, angle rue Laënnec - boulevard Ambroise-Paré
Dijon - 7 h 30 place du 1er mai, devant l'ANPE
Beaune - 8 h péage de Beaune Saint-Nicolas
Dole - 7 h 15 péage de Dole Authunes
Mulhouse - 5 h place de la Gare, face au hall de départ
Nancy - 8 h 30 arrêt de bus place Godefroy-de-Bouillon
Strasbourg - 6 h 30 quai Général-Koenig, arrêt côté place de la Bourse
Limoges - 5 h haut du parking du Champ-de-Juillet
Châteauroux - 6 h 30 parking de l'Escale
Vierzon - 7 h 15 lycée technique (N 20)
Nevers - 5 h 45 Maison de l'agriculture
Orléans - 8 h centre commercial Émile-Zola (près de la prison)
Montargis - 7 h 30 place du Pâtis (devant La Poste)
Saint-Brieuc - 5 h place de la Liberté
Rennes - 6 h parking du lycée Descartes (métro Poterie)
Cholet - 6 h 15 accès nord autoroute
Angers - 7 h parking du centre commercial Espace Anjou, côté station service
Tours - 7 h 15 gare routière
Dimanche 31 mai
Dunkerque - 6 h place Jean-Bart
Lille - 7 h Porte-d'Arras (métro)

30, 31 mai et 1^{er} juin à Presles

La Fête de Lutte Ouvrière



L'ABC de la Fête

F comme fraternité, mais aussi comme forums, E comme Europe et élections, espace de liberté, T comme théâtre et cinéma et transports gratuits par cars depuis Paris. Et E comme... ennui impossible trois jours durant à la fête de Lutte Ouvrière, Presles, les 30 et 31 mai et 1^{er} juin.

Trois jours, d'ailleurs, c'est totalement insuffisant pour connaître de A à Z ce qu'offre à tous la Fête de Lutte Ouvrière, de l'Arboretum aux idées communistes, révolutionnaires, présentes un peu partout dans la Fête à la disposition de tous ceux qui veulent les aborder, les connaître et les discuter.

De tout, un peu partout : de la musique avant toute chose, avec un véritable inventaire à la Prévert d'artis-

tes de tous genres. La science et la conscience, le Carrousel de la connaissance et la Cité des sciences, les démonstrations et exposés scientifiques et les centaines de titres proposés dans plusieurs librairies. Des nourritures terrestres, à découvrir au fil des allées dans des dizaines de stands. Du cinéma permanent et même une nuit blanche, si le temps s'y prête. Un petit bal du dimanche soir, où toute la musique que j'aime vient du blues, et d'un lecteur numérique.

Et à tout moment, on pourra fouler l'herbe menue, rêver à l'ombre des imposants platanes et des hêtres pourpres du grand parc de Presles. La chaleur... humaine est assurée.

Un rendez-vous à ne manquer sous aucun prétexte.

Au Grand Podium

Samedi

13 h 30 – **GUMBO COMBO**, rockabilly

15 h 15 – **MICHEL BÜHLER**, chansons de tendresse, d'humour et de colère

17 h – **SHAGGY DOGS**, rock'n'roll blues

20 h 30 – **AMÉLIE-LES-CRAYONS**, spectacle « le Porte-Crayon » chansons espiègles et historiettes loufoques

Dimanche

14 h – **ALEE** chansons d'un petit beur breton qui vient du rap

16 h – **LES WRIGGLES** « Tant pis ! Tant mieux ! » spectacle musical et drôle

19 h – **BEN'BOP** : musique hybride folk wolof

21 h 30 – **MAP**, Ministère des Affaires Populaires, chansons hip hop

Lundi

14 h – **PPFC**, chanson rock

16 h 30 – **OLIV' ET SES NOYAUX** chanson festive



Au Petit Théâtre

Samedi

14 h 30 – **Nasty Vibes**, éclectik hip hop

16 h 30 – « **Les bouffons** » opéra-bouffe par la troupe des Moyens du Bord

18 h 30 – **Guzzle Band**, jazz groove

21 h 15 – Tribute to Charlie Parker : « Bird's wings » quartet jazz avec **Jef Sicard**, G. Garrigue, P-Y. Desoyer et F. Casagrande,

Dimanche

13 h 30 – **Bazar et Bémols**, nouvelle scène française

16 h – « **Faut pas payer** » de Dario Fo par le Théâtre de l'Arrière-Cour

18 h 30 – **Kemiargola**, hip hop affectif et révolutionnaire

20 h – **Basses besognes**, chansons qu'il fallait bien faire

21 h 45 – **Midnight Jokers**, reprises rock

Lundi

12 h 15 – « **Les bouffons** » opéra-bouffe par la troupe des Moyens du Bord

13 h 45 – **Les Groling stone**, swing

15 h 45 – « **Le cuisinier propose au lapin : si on faisait un civet ensemble** » théâtre-forum par le Groupe Théâtre de l'Opprimé GTO

18 h 30 – **Moonlight Swampers**, rock

À la Guinguette et dans les allées de la fête

Le grand **Cirque Ühler**, un cirque fou, fou, fou, **Blues non stop**, le blues des champs arrive en ville, **Moonlight Swampers**, rock, folk et country, **Gumbo Combo**, entre rockabilly et blues, **Bonets M**, boys'band et disco française, **Rouge Java**, chansons françaises des années trente, **Flying Goose band**, standard du jazz, **Boney M**, **Country Folk Music Limited**, chants américains, mouvement ouvrier et folk

des sixties, **Groover**, variétés françaises, **BSH**, trio rock, **Jano**, chansons françaises, **Léo Seeger**, pop anglaise, **18 avril**, chansons françaises, **Redeff**, rock, **Irie-Shrank**, reggae, **Duluoz**, chansons folk-rock, **Bazars et bémols**, musique festive, **Groling stone**, swing et guitare, **les Tricoteuses d'histoires**, les contes de notre enfance revisités, **le Cœur Églantine**, chorale de chants de lutte et de solidarité, la chorale

Ça Dénote, variétés accompagnées de piano, et à la Guinguette : l'orchestre bal et musette de **Jean-Claude Gombault**.



Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, **Nathalie ARTHAUD** prendra la parole au cours de deux meetings, sur le podium central. **Dimanche à 15 h** **Lundi à 15 h.**



Deux grands débats au Chapiteau Karl Marx

Dimanche 12 h

Face aux licenciements, face aux baisses de salaires causées par le chômage partiel, face aux fermetures des sous-traitants, la lutte des travailleurs de l'automobile

Dimanche 18 h

La grève générale aux Antilles.

Nos camarades de Combat Ouvrier ayant participé activement au mouvement apporteront leur témoignage : **Ghislaine Joachim-Arnaud**, secrétaire générale de la CGTM (Martinique) et **Jean-Marie Nomertin**, secrétaire général de la CGTG (Guadeloupe). Un camarade de la Réunion interviendra également.

Horaires

La Fête ouvrira le samedi 30 mai à 11 heures jusqu'à 23 heures, puis sans arrêt, du dimanche matin 9 heures jusqu'au lundi soir 20 heures. Durant ces tranches horaires, le retour en autocar vers le métro est assuré toutes les vingt minutes environ durant la journée, toutes les heures durant la nuit du bal.

Tout savoir sur la Fête
<http://fete.lutte-ouvriere.org>

Tous les stands de la Fête

Allée de la Diane

- 1 Les ballons de la Fête
- 2 Bowling
- 3 Mini-golf
- 4 Accueil Nord
- 5 Halle aux jeux de la Diane
- 6 Le serpent à lumière
- 7 La mare aux canards
- 8 Les mots fléchés (PTT 17)
- 9 Chorba, thé, gâteaux (PSA Aulnay-Saint-Ouen)
- 10 Disques
- 11 Le manège enfantin
- 12 Marionnettes
- 13 Arbalètes
- 14 Halle aux jeux du Cèdre
- 15 Aux moules
- 16 Podium de la Diane
- 17 A vos pinceaux
- 18 Quiches et tartes « LO » rraines (Metz Renault-Sovab)

Place du Grand Podium

- 19 Accueil Alsace, Lorraine, Franche-Comté
- 20 Accueil Bourgogne
- 21 La cave à fromages
- 22 Fondue jurassienne
- 23 Aux mollets d'acier
- 24 Barbe à papa
- 25 Jus de fruit, milk-shake
- 26 L'escargot
- 27 Crêpes canadiennes (Continental Clairoux/Compiègne)
- 28 Bonbons (Angers)
- 29 Harengs de la Baltique - saumon fumé (Angers)
- 92 Fraternité à la menthe
- 30 Flammekueche (General Motors Strasbourg)

Esplanade du Château

- 34 Maffé
- 35 UATCI (Afrique - UCI)
- 36 Sculpture
- 37 Sinif Mûcadelesi (Turquie - UCI)
- 38 Café turc
- 57 Breakfast, coffee, cakes
- 58 Lutte Ouvrière Hôpitaux Ile-de-France
- 59 Brin de fantaisie (Hôpital Sainte-Anne)
- 60 Soupe aux choux
- 61 Mosaïques
- 62 OTR (Haïti - UCI)
- 63 Marmite haïtienne
- 64 Combat Ouvrier (Antilles - UCI)
- 65 Menus d'Isles

Camping or not camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la Fête, et le camping sauvage est interdit. Nous avons prévu un emplacement à l'intérieur de la Fête, mais attention : nous ne pouvons offrir qu'un nombre de places très limité, et des conditions de confort très précaires. Dans la mesure du possible, nous souhaitons réserver ces places à ceux qui viennent de loin.

Cité Politique

- 39 NPA - Nouveau Parti Anticapitaliste
- 40 Gauche Révolutionnaire, section française du Comité pour une Internationale Ouvrière (GR/CIO), courant dans le NPA
- 41 Fraction Trotskyiste-Quatrième Internationale (FTQI)
- 42 Réseau éducation sans frontières (RESF)
- 43 Socialist Party of Great Britain (Grande-Bretagne)
- 44 Alternative Révolutionnaire Socialiste (ARS) - Combat
- 45 International Bolshevik Tendency (Grande-Bretagne)

- 46 Organisation des Communistes Internationalistes de Grèce
- 47 Coordination des sans-papiers 93
- 48 Les Amis de la Commune
- 49 Tendance CLAIRE du NPA
- 50 Fraction l'Étincelle
- 51 Revolutionary History - Marxist Internet Archive (GB)
- 52 CERMTRI
- 53 Alternative Libertaire
- 54 Mouvement Communiste
- 55 CNT - Confédération Nationale du Travail
- 56 Gauche Communiste du PCF

Place Karl Marx

- 31 Gaufres de Liège et bières belges fruitées (Alsace, Lorraine)
- 32 Dédicaces
- 33 Exposition : les idées de Lutte Ouvrière
- 66 L'Internazionale (Italie - UCI)
- 67 Accueil Chartres, Le Mans
- 68 Lutte Ouvrière Peugeot Renault
- 69 Sardines grillées

On n'est pas chiens :
Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la Fête.

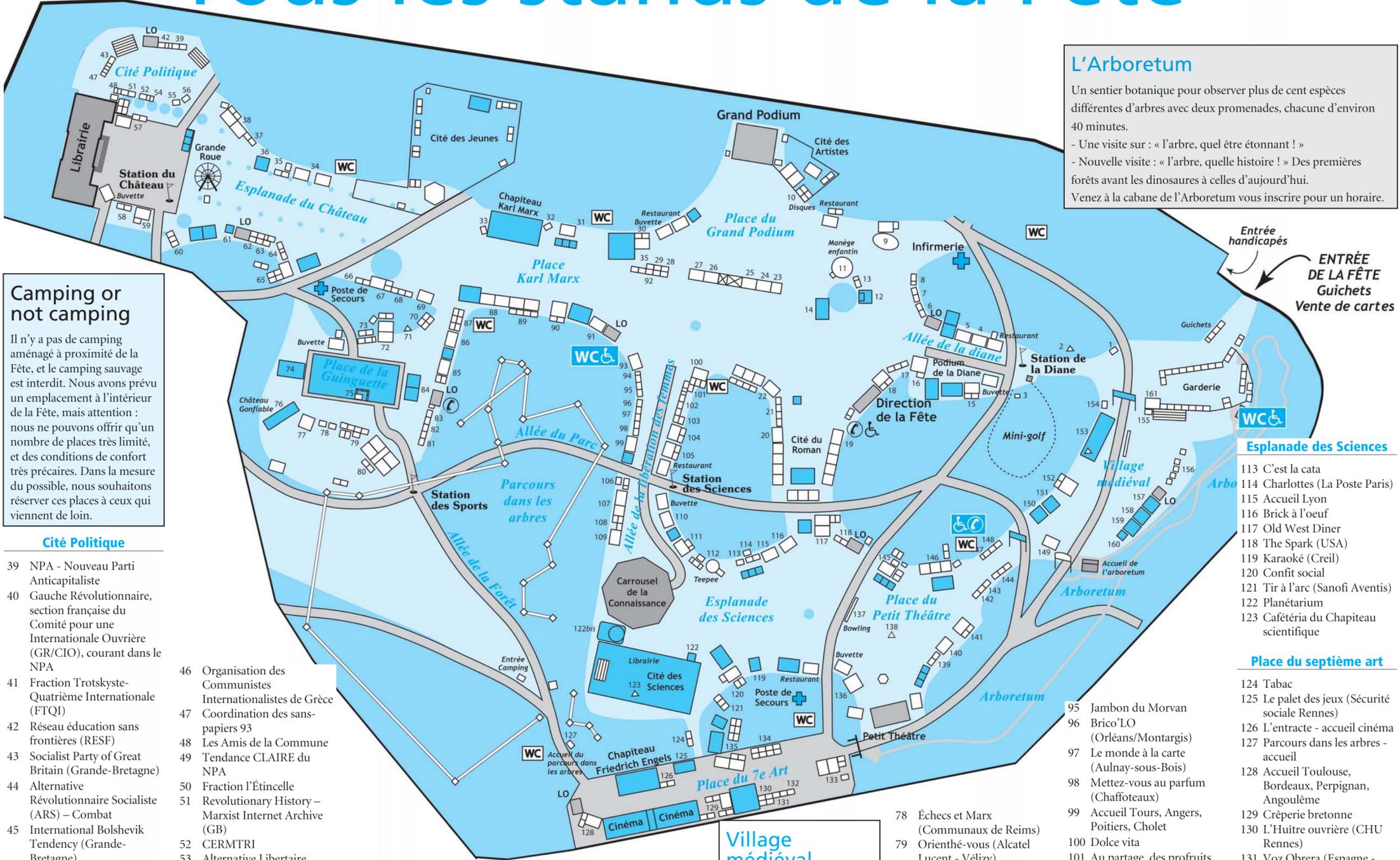


Place de la Guinguette

- 70 Seiches and'ouillettes (Sneema Gennevilliers)
- 71 Gyrofolies
- 72 Indoustand (RATP)
- 73 Ile de la Réunion
- 74 Guinguette
- 75 Café de la Guinguette (CAF Région parisienne - SNCF)
- 76 Château gonflable
- 77 Mur d'escalade

Village médiéval

Dès l'entrée de la Fête, on traverse un Village médiéval où s'exercent quelques-unes des activités du Moyen Âge, des métiers des armes à un « Procès du Cochon » et aux arracheurs de dents (mais ceux-là font semblant !)



L'Arboretum

Un sentier botanique pour observer plus de cent espèces différentes d'arbres avec deux promenades, chacune d'environ 40 minutes.

- Une visite sur : « l'arbre, quel être étonnant ! »
 - Nouvelle visite : « l'arbre, quelle histoire ! » Des premières forêts avant les dinosaures à celles d'aujourd'hui.
- Venez à la cabane de l'Arboretum vous inscrire pour un horaire.

Pour les enfants... tout est prévu !

Les bébés (au-dessus de trois mois) peuvent être accueillis à la garderie, où des camarades attentifs s'occupent d'eux. Par ailleurs, une installation à langer, en libre service, est à la disposition des parents. S'ils sont un peu plus grands, ils peuvent aller se divertir à la Cité des Jeunes, où de nombreuses activités leur sont offertes : maquillage, jeux, dessins animés, etc. Au risque de ne plus pouvoir les convaincre d'en sortir pour rentrer à la maison !

Place du Petit Théâtre

- 136 Billard (La Poste Paris)
- 137 Bowling (La Poste Paris 14)
- 138 La boule maboule (Ardennes)
- 139 Espresso café (Aventis)
- 140 Crêperie (Sanofi Aventis Vitry-sur-Seine)
- 141 Glaces et profiteroles
- 142 Petit atelier
- 143 Accueil Clermont-Ferrand
- 144 Fromages d'Auvergne
- 145 Le fraiseur (Services financiers de La Poste Ile-de-France)
- 146 Spécialités lyonnaises
- 147 Y'a les boules (Ardennes)
- 148 Artisanat des gones

Place du septième art

- 113 C'est la cata
- 114 Charlottes (La Poste Paris)
- 115 Accueil Lyon
- 116 Brick à l'oeuf
- 117 Old West Diner
- 118 The Spark (USA)
- 119 Karaoké (Creil)
- 120 Confit social
- 121 Tir à l'arc (Sanofi Aventis)
- 122 Planétarium
- 123 Cafétéria du Chapiteau scientifique
- 124 Tabac
- 125 Le palet des jeux (Sécurité sociale Rennes)
- 126 L'entracte - accueil cinéma
- 127 Parcours dans les arbres - accueil
- 128 Accueil Toulouse, Bordeaux, Perpignan, Angoulême
- 129 Crêperie bretonne
- 130 L'Huître ouvrière (CHU Rennes)
- 131 Voz Obrera (Espagne - UCI)
- 132 Tapas y sangria (Carnaud Laon)
- 133 Churros (Aéroport de Paris Le Bourget)
- 134 Tortilla y sepia
- 135 Paella valenciana

Village médiéval

- 149 Buvette frites
- 150 Forge
- 151 Forge ancienne
- 152 Rôtisserie de Sire Renault (Renault)
- 153 Taverne de Maître Taillement - Petit salé aux lentilles
- 154 Galette saucisse
- 155 Boissons médiévales (Peugeot Sochaux)
- 156 La rue au Moyen Âge
- 157 Armes et armures
- 158 Four à pain
- 159 Vannerie
- 160 Calligraphie
- 161 Accueil des tout-petits

Concours de la photo la plus originale de la Fête

Chaque participant pourra envoyer une ou deux photos numériques, prises à la Fête (chacune de deux millions de pixels minimum) au mail suivant : fete.lutteouvriere@free.fr entre le samedi 30 mai et le mardi 2 juin avant minuit. Les trois meilleures photos, sélectionnées par un jury forcément impartial, seront publiées dans *Lutte Ouvrière*, et les auteurs gagneront un abonnement gratuit de six mois pour eux-mêmes ou la personne de leur choix.

Le Parcours dans les Arbres

Venez découvrir un parcours aérien permettant de se déplacer d'arbre en arbre à plusieurs mètres de hauteur. Échelles, ponts de singe, tyroliennes, filets, rien ne manque pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs compétents. Pour des questions de sécurité, un âge minimum de 13 ans et une taille de 1,50 m sont exigés. Les mineurs doivent être accompagnés d'un adulte muni d'une autorisation parentale.



La Cité des Sciences

2009 : happy birthday, M. Darwin

Cette année, le Carrousel de la Connaissance fête Darwin, car c'est tout à la fois le bicentenaire de sa naissance, et le 150^e anniversaire de la parution de son ouvrage, *L'origine des espèces par le jeu de la sélection naturelle*. Une œuvre chère aux matérialistes, un progrès décisif de la connaissance qui fit vaciller Dieu sur son piédestal. 45 minutes de spectacle audiovisuel.

Les débats au chapiteau scientifique

Samedi

13 h – **Emmanuelle RIO** (physique) : « Gouttes et bulles, des objets quotidiens pleins de surprises »

14 h 30 – **Bernard THIERRY** (éthologie) : « Le comportement social et l'intelligence des primates »

16 h – **Pierre LASZLO** (biochimie) : « L'architecture du vivant : voyage au sein des cellules, des bactéries et des virus... »

17 h 30 – **Gérard BENOIT** (urologie) : « Les transplantations multiples d'organes : des greffes désormais à la portée de la science ».

19 h – **Nicolas GAUVRIT** (mathématiques et psychologie) : « Hasard et coïncidences dans la vie quotidienne : comment mentir (ou se mentir) avec les statistiques ! »

20 h 30 – **Arkan SIMAAN** (histoire de sciences) : « L'idée d'évolution dans les sciences du cosmos et de la matière de Newton à Einstein »

Dimanche

12 h – **Marc PESCHANSKI** (biologie) : « La médecine « régénérative » : l'Homme peut-il être réparé ? »

13 h 30 – **Vincent LAGET** (Observatoire zétélique) : « Ya-t-il un problème des antennes relais téléphoniques ? »

16 h – **Gérard LAMBERT**

les mini-conférences

- > Grippe : une pandémie commence ?
- > Pourquoi la vitesse de rotation de la Terre varie-t-elle ?
- > N'importe quel objet peut devenir une télécommande
- > Programmons un robot
- > Un ordinateur, ça crypte énormément
- > La voix, comment ça marche ?
- > Les yeux des animaux sont-ils différents des nôtres ?
- > Les espèces vivantes
- > Soleil, ampoules et vers lumineux... D'où vient leur lumière ?
- > Les fourmis : comment peuvent-elles vivre sans ailes ?
- > D'os en os, à la recherche de nos ancêtres
- > Antennes relais et téléphones portables
- > Crèmes antirides... parce qu'elles rapportent bien
- > La météo
- > Les bactéries font de la résistance
- > OGM et manipulations génétiques

(médecin) : « **La légende des gènes, anatomie d'un mythe moderne** ».

17 h 30 – **Olivier BROUSSEAU et Marc SILBERSTEIN** : « Le retour de l'obscurantisme contre le darwinisme ».

19 h 30 – **Mathias ALBERT** (physique théorique) : « La supraconductivité : quand les électrons s'unissent pour une cause »

21 h – **Sylvain CHATY** (astrophysique) : « Trous noirs, étoiles à neutrons et autres objets exotiques de l'univers », et **Philippe SCHWEMLING** (astrophysique) : « Les étoiles, nos lointaines origines »

Lundi

11 h 30 – **Pascal PICQ** (paléanthropologue, professeur au Collège de France) : « La théorie de l'évolution des espèces : un enjeu pour notre avenir à tous ».

13 h 30 – **Thomas HEAMS** (biologie) : « L'évolution selon Darwin à travers l'actualité scientifique »

16 h – **Janet BORG** (astrophysique) : « Les missions spatiales à la découverte du système solaire » et **Sébastien CHARNOZ** (astrophysique) : « La mission Cassini, à la découverte des planètes géantes »

- tiques
- > L'eau, un liquide pas comme les autres
- > L'apparition des idées évolutionnistes en astronomie
- > Quand les baleines avaient des pattes
- > Faire le point en mer
- > Quand les pierres servent d'horloge
- > Le son : du bruit aux notes de musique
- > La perspective et les géométries
- > Au fin fond de la matière, l'accélérateur du CERN
- > Comment la radio a-t-elle été développée ?
- > La grande histoire du feu
- > Probabilités, coïncidences et paranormal
- > Les grandes découvertes maritimes
- > Comment les hommes ont-ils appris à compter ?
- > La perception visuelle
- Et aussi... une balade à la découverte de la faune et de la flore du parc de la Fête.*

Les débats

Au Chapiteau Karl Marx

Samedi

Marc LAIME, animateur du blog « Les eaux glacées du calcul égoïste »

André LOEZ, auteur avec Rémi CAZALS de *la vie dans les tranchées de la Guerre 1914-1918*

Nicolas OFFENSTADT, historien : « Le retour du nationalisme culturel : enjeux et dangers »

Charles PIAGET, animateur de la grève de LIP à Besançon en 1973

Pierre PLUTA, président de l'ARDEVA Nord-Pas-de-Calais (Association Régionale de Défense des Victimes de l'Amiante), sur « Le scandale des victimes de l'amiante »

Michelle RIOT-SARCEY, historienne, auteure avec Maurizio Gribaudo de *1848 : la révolution oubliée*

Jérôme VALLUY et Marc BERNARDOT sur le droit d'asile en France et en Europe.

Francis ZAMPONI, auteur de *Mon colonel, Le don du sang...*

Dimanche

Jean-Jacques MARIE, à propos de son dernier livre *L'antisémitisme en Russie, de Catherine II à Poutine*

La Chorale Populaire de Paris : chants de lutte, chants



Au Chapiteau Friedrich Engels

Samedi

Guy DESLAURIERS, réalisateur du film *Aliker*

Olivier HOUDART et Sylvie PRIOUL *La grammaire, c'est pas de la tarte !*

Valérie OSOUF, réalisatrice de *Cameroun : autopsie d'une indépendance*

Dimanche

Solveig ANSPACH, réalisatrice du film *Louise Michel* sur la vie de la communarde déportée en Nouvelle-Calédonie

Thierry BINISTI et Quentin RASPAIL, réalisateur et producteur du film *Louis, enfant de*

Pour tous ceux qui aiment lire : 4 librairies

La Librairie du château avec plus de 1 500 titres différents, essentiellement en format de poche : des documents, des témoignages, des livres sur le mouvement ouvrier, des romans. La Cité du Roman où est présentée une sélection de nombreux romans, récents ou

ouvriers, chants populaires, chansons de la Renaissance...

Gérard NOIRIEL, historien, à propos de son dernier livre *Histoire, théâtre et politique*

Marie TREPS, linguiste. Son dernier livre *Les mots migrants : les tribulations du français en Europe*

Lundi

Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS, avocate et **Pascal MOUSSY**, juriste du travail

Muriel FITOUSSI et Eddy KHALDI sur leur livre *Main basse sur l'école publique*

Jacky HORTAUT, président du collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu Jamal

Philippe HUET, auteur de : *Les quais de la colère* sur la lutte des charbonniers havrais et de Jules Durand, en 1910.

Maurice RAJSFUS, auteur d'essais et de témoignages. Son dernier livre : *À vos ordres ? Jamais plus !*

Simone TASSIMOT et ses chants

la mine

Sylvie COPYENS de l'association « SALAM » (association de défense des migrants de Calais)

Jean-Paul LILIENFELD, réalisateur du film *La journée de la jupe*

Lundi

Jérôme LAFFONT, réalisateur du documentaire sur René VAUTIER *De chaque côté des images* et **René VAUTIER** lui-même.

Françoise MILLOT : « Au 18^e siècle : les philosophes des Lumières contre l'obscurantisme religieux »

LES FILMS

En présence des réalisateurs

Les projections seront suivies d'un débat

LOUISE MICHEL de Solveig Anspach. En avant-première à la Fête de Lutte Ouvrière

La vie de Louise Michel en déportation à la Nouvelle-Calédonie, après l'écrasement de la Commune (1871)

LA JOURNÉE DE LA JUPE de Jean-Paul Liliensfeld. Dans un collège difficile, une professeure « pète les plombs »

CAMEROUN, AUTOPSIE D'UNE INDÉPENDANCE, documentaire de Valérie Osouf

LES LIP, L'IMAGINATION AU POUVOIR, en présence de l'animateur de la grève de 1973, Charles Piaget

MOI, LOUIS, ENFANT DE LA MINE, de Thierry Binisti

La catastrophe de la mine de Courrières, en 1906

UNE VIE CONTRE L'OUBLI, documentaire de Jérôme Laffont. L'engagement de René Vautier, cinéaste communiste, au côté des Algériens qui se battaient pour leur indépendance

TOUTE MA VIE EN PRISON, documentaire de Marc Evans, en présence du Comité Mumia Abou Jamal

ALIKER, documentaire de Guy Deslauriers. Le parcours d'un journaliste communiste martiniquais, assassiné en janvier 1934

Les autres films

WELCOME de Philippe Lioret

LES CITRONNIERS

de Eran Ricklis

LES BUREAUX DE DIEU

de Claire Simon

VALE AVEC BACHIR

de Ari Foldman

GOMORRA de Matteo Garrone

LE CHANT DES MARIÉES

de Karin Albou

BURN AFTER READING

de Joel et Ethan Cohen

SOYEZ SYMPA, REMBOBINEZ

de Michel Gondry

MASCARADES de Lyes Salem

AGNUS DEI de Lucia Cedron

FORTUNES ET INFORTUNES

DES FAMILLES DU NORD

de Gilles Balbastre

LES 16 DE BASSE-POINTE,

documentaire de Camille

Mauduech

En plein air, dans la nuit

de dimanche à lundi

LES TEMPS MODERNES

de Charlie Chaplin

Toutes les projections sont gratuites

• Caterpillar Grenoble et Echirolles

Chantage patronal et capitulations

Les 19 salariés de Caterpillar mis à pied depuis trois semaines et menacés de licenciement sont passés en entretien devant la direction. Sans peur du ridicule, celle-ci avait mobilisé de nombreux vigiles et gardes du corps avec détecteurs de métaux. Tout cela alors que les seuls faits reprochés étaient : occupation de la pelouse, déplacement d'un bloc de béton, coups de téléphone à des cadres, quelques dégradations.

L'assemblée générale, en fin de semaine, fut très houleuse et le secrétaire du Comité d'entreprise, représentant FO, dut s'enfuir. En effet les ouvriers comme les représentants CGT venaient d'apprendre, par voie de presse, la fin de l'unité syndicale puisque trois syndicats, FO, CFDT et CFTC, et leurs Unions départementales s'engageaient à signer un accord-cadre prétendant ramener le chiffre des licenciements de 733 à 600, en échange d'une acceptation du projet de la direction concernant les horaires de travail. Ils

cédaient ainsi au chantage de la direction qui, depuis le début,

exigeait un aménagement du temps de travail pour plus de flexibilité. Cela sans avoir obtenu la levée des sanctions pour les 19 ouvriers, toujours en attente de décision patronale.

Lundi 18 mai, le Comité d'entreprise s'est tenu en présence des quatre syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC. Les trois derniers ont signé le texte d'un

accord présenté par la direction, chose que la CGT s'est refusée à faire. Cet accord n'est pas clair et n'indique rien de définitif en ce qui concerne le nombre de licenciements.

Les travailleurs de Caterpillar ont donc toutes les raisons de rester méfiants et mobilisés.

Correspondant LO

De l'audace, capitulons

Sur le site du Comité d'entreprise de Caterpillar on peut lire, de la part des syndicats CFDT, FO et CFTC, « qu'il fallait trouver une issue à cette crise » et sauver 133 emplois supplémentaires. Après avoir dénoncé « les menaces de toutes natures dont avaient fait l'objet les élus de la

part d'une infime minorité de salariés », ils terminent dans la grandiloquence : « De par le monde, nombreux sont les syndicalistes qui sont emprisonnés, torturés et tués pour avoir seulement eu l'audace de défendre avec courage leurs semblables. Nous devons leur faire honneur en résistant, nous aussi, à notre

petite place qui est la nôtre, aux forces obscures qui nous tirent vers le fond ». Et d'en appeler à Jaurès : « Le courage c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ».

Que de littérature pour cacher « l'audace de défendre avec courage »... la capitulation devant le chantage des patrons !

• Continental-Clairoix (Oise)

700 travailleurs devant la Bourse à Paris

Lundi 18 mai, les travailleurs de Continental Clairoix étaient 700 à manifester à Paris de Gare-du-Nord à la Bourse, rejoints par ceux de l'usine de Lear de Lagny-le-Sec en grève depuis plus de sept semaines et par ceux d'UTI, une entreprise sous-traitante de Continental.

Il s'agissait de peser sur les négociations qui devaient démarrer le lendemain à Francfort avec la direction allemande de la multinationale et en présence d'un représentant de l'État français.

Cela fait maintenant près de dix semaines que la direction de Continental a annoncé la fermeture de l'usine de Clairoix

pour mars 2010, laissant ainsi 1 120 travailleurs sur le carreau. Et depuis, à chaque manifestation ou rassemblement, les travailleurs se sont déplacés en nombre, de 400 à 1 000. C'est cela qui a fait leur force et c'est cela qui fait leur fierté.

Toute la journée du mardi 19 mai, une grande partie des travailleurs de l'usine se sont regroupés devant l'usine pour suivre à distance les discussions qui avaient lieu entre la délégation des représentants et Continental.

Comme tous les patrons, celui de Continental présente sa décision de jeter à la rue les 1 120 travailleurs comme une fatalité : il a de nouveau déclaré

récemment qu'il ne pourrait en être autrement, à cause d'une surproduction de pneus. Mais cela ne risque guère de convaincre les travailleurs, qui réclament des garanties pour leur avenir. Car au lieu de fermer des usines en Allemagne ou

en France, tout en imposant des heures supplémentaires aux travailleurs de l'usine de Sarreguemines en Moselle, les actionnaires pourraient répartir le travail entre tous sans diminuer les salaires.

Correspondant LO



• Lear Lagny-le-Sec (Oise)

Premier recul de la direction

Ça fait maintenant six semaines que la grève a débuté chez Lear. Six semaines pendant lesquelles la direction a tout essayé pour tenter de casser le moral des grévistes : lettres de licenciement, envoi des gardes mobiles, occupation de l'usine par des vigiles. Mais les grévistes sont toujours mobilisés.

Du coup, alors que depuis six semaines les dirigeants de Lear disaient que ça ne servait à rien de faire grève puisqu'ils ne lâcheraient rien, ils ont fini par faire des propositions.

Tout d'abord, la direction s'engage à ce qu'en cas d'accord les quinze licenciements pour faits de grève soient transformés en licenciements économiques. Ensuite elle garantit le maintien

du salaire de base pour la quarantaine d'ouvriers qui ont choisi le transfert à l'usine de Cergy. C'est une première victoire, car la grève avait démarré quand les ouvriers avaient appris que ceux qui étaient transférés auraient près de 300 euros de moins sur leur salaire de base. En outre la prime de déplacement, qui devait être dégressive, devient

permanente.

En plus des 15 000 euros prévus initialement, viennent s'ajouter 2 500 euros pour ceux qui acceptent de partir tout de suite. Les ouvriers auront en plus le choix entre un reclassement fait par le DRH (!) et une prime de 5 000 euros.

Mais il reste des points noirs. La direction veut qu'aucun des quinze salariés qu'elle a licenciés pour faute lourde ne soit transféré à Cergy. Cela concerne sept ouvriers. Et il reste à imposer des indemnités un peu plus conséquentes. Les grévistes ne

veulent donc pas s'en tenir là. Lundi 18 mai, ils sont allés manifester à Paris avec les ouvriers de Continental. Le lendemain, ils sont retournés à Beauvais et ont été reçus par le préfet. Dans l'après-midi, le directeur départemental venait à l'usine en tant que médiateur dans les négociations.

Au total, PSA et Lear ont déjà dépensé bien plus d'argent pour tenter de contourner cette grève que les ouvriers n'en demandaient en indemnités de licenciement. PSA s'ingénie à ne pas arrêter son usine d'Aulnay du fait de cette grève. Mais

• Michelin (Clermont-Ferrand)

Les actionnaires ont les moyens de payer

Vendredi 15 mai se tenait à Clermont-Ferrand l'assemblée générale des actionnaires Michelin. Un appel à la grève avait été lancé ce jour-là dans toutes les usines pour s'y rendre.

Venus de plusieurs usines, Montceau, Le Puy, La Roche-sur-Yon, Bourges, c'est au cri de « Du pognon pour nos salaires, pas pour les actionnaires » que ceux-ci ont été accueillis à leur entrée dans la salle où se tenait la messe annuelle des patrons de Michelin.

Mais lorsque les manifestants ont essayé d'y pénétrer à leur tour, ils ont été repoussés par les CRS groupés en nombre à proximité du bâtiment. Les profits sont bien gardés !

Les actionnaires sont venus se partager 145 millions d'euros de dividendes. Une somme qui représente 41 % des bénéfices 2008, contre 30 % l'année précédente.

Dès le début de la crise, lors du Salon de l'auto, Rollier, le principal gérant du groupe Michelin, avait déclaré : « Il n'y a pas de raison que les actionnaires soient privés de dividendes au titre de l'exercice en cours ». Eh bien, il a tenu sa promesse ! Et cette assemblée a également voté, avec la bénédiction de Mme Parisot, patronne du Medef et membre du conseil de surveillance de Michelin, la possibilité d'attribuer trois millions de stock-options ainsi que des actions gratuites aux principaux dirigeants de l'entreprise.

Correspondant LO

ironie du sort, l'usine a été finalement mise en chômage technique toute la journée du 19 mai par la grève des travailleurs d'un autre sous-traitant, ThyssenKrupp Sofédit (Orne), à qui leur direction proposait zéro euro d'augmentation pour 2009. Au bout de deux jours, ils obtenaient 55 euros et le paiement des heures de grève.

Et à Aulnay il y a toujours sur les parkings 15 000 voitures invendables en l'absence de sièges venus de Lear.

Correspondant LO

• Caterpillar Grenoble et Echirolles

Chantage patronal et capitulations

Les 19 salariés de Caterpillar mis à pied depuis trois semaines et menacés de licenciement sont passés en entretien devant la direction. Sans peur du ridicule, celle-ci avait mobilisé de nombreux vigiles et gardes du corps avec détecteurs de métaux. Tout cela alors que les seuls faits reprochés étaient : occupation de la pelouse, déplacement d'un bloc de béton, coups de téléphone à des cadres, quelques dégradations.

L'assemblée générale, en fin de semaine, fut très houleuse et le secrétaire du Comité d'entreprise, représentant FO, dut s'enfuir. En effet les ouvriers comme les représentants CGT venaient d'apprendre, par voie de presse, la fin de l'unité syndicale puisque trois syndicats, FO, CFDT et CFTC, et leurs Unions départementales s'engageaient à signer un accord-cadre prétendant ramener le chiffre des licenciements de 733 à 600, en échange d'une acceptation du projet de la direction concernant les horaires de travail. Ils

cédaient ainsi au chantage de la direction qui, depuis le début,

exigeait un aménagement du temps de travail pour plus de flexibilité. Cela sans avoir obtenu la levée des sanctions pour les 19 ouvriers, toujours en attente de décision patronale.

Lundi 18 mai, le Comité d'entreprise s'est tenu en présence des quatre syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC. Les trois derniers ont signé le texte d'un

accord présenté par la direction, chose que la CGT s'est refusée à faire. Cet accord n'est pas clair et n'indique rien de définitif en ce qui concerne le nombre de licenciements.

Les travailleurs de Caterpillar ont donc toutes les raisons de rester méfiants et mobilisés.

Correspondant LO

De l'audace, capitulons

Sur le site du Comité d'entreprise de Caterpillar on peut lire, de la part des syndicats CFDT, FO et CFTC, « qu'il fallait trouver une issue à cette crise » et sauver 133 emplois supplémentaires. Après avoir dénoncé « les menaces de toutes natures dont avaient fait l'objet les élus de la

part d'une infime minorité de salariés », ils terminent dans la grandiloquence : « De par le monde, nombreux sont les syndicalistes qui sont emprisonnés, torturés et tués pour avoir seulement eu l'audace de défendre avec courage leurs semblables. Nous devons leur faire honneur en résistant, nous aussi, à notre

petite place qui est la nôtre, aux forces obscures qui nous tirent vers le fond ». Et d'en appeler à Jaurès : « Le courage c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ».

Que de littérature pour cacher « l'audace de défendre avec courage »... la capitulation devant le chantage des patrons !

• Continental-Clairoix (Oise)

700 travailleurs devant la Bourse à Paris

Lundi 18 mai, les travailleurs de Continental Clairoix étaient 700 à manifester à Paris de Gare-du-Nord à la Bourse, rejoints par ceux de l'usine de Lear de Lagny-le-Sec en grève depuis plus de sept semaines et par ceux d'UTI, une entreprise sous-traitante de Continental.

Il s'agissait de peser sur les négociations qui devaient démarrer le lendemain à Francfort avec la direction allemande de la multinationale et en présence d'un représentant de l'État français.

Cela fait maintenant près de dix semaines que la direction de Continental a annoncé la fermeture de l'usine de Clairoix

pour mars 2010, laissant ainsi 1 120 travailleurs sur le carreau. Et depuis, à chaque manifestation ou rassemblement, les travailleurs se sont déplacés en nombre, de 400 à 1 000. C'est cela qui a fait leur force et c'est cela qui fait leur fierté.

Toute la journée du mardi 19 mai, une grande partie des travailleurs de l'usine se sont regroupés devant l'usine pour suivre à distance les discussions qui avaient lieu entre la délégation des représentants et Continental.

Comme tous les patrons, celui de Continental présente sa décision de jeter à la rue les 1 120 travailleurs comme une fatalité : il a de nouveau déclaré

récemment qu'il ne pourrait en être autrement, à cause d'une surproduction de pneus. Mais cela ne risque guère de convaincre les travailleurs, qui réclament des garanties pour leur avenir. Car au lieu de fermer des usines en Allemagne ou

en France, tout en imposant des heures supplémentaires aux travailleurs de l'usine de Sarreguemines en Moselle, les actionnaires pourraient répartir le travail entre tous sans diminuer les salaires.

Correspondant LO



• Lear Lagny-le-Sec (Oise)

Premier recul de la direction

Ça fait maintenant six semaines que la grève a débuté chez Lear. Six semaines pendant lesquelles la direction a tout essayé pour tenter de casser le moral des grévistes : lettres de licenciement, envoi des gardes mobiles, occupation de l'usine par des vigiles. Mais les grévistes sont toujours mobilisés.

Du coup, alors que depuis six semaines les dirigeants de Lear disaient que ça ne servait à rien de faire grève puisqu'ils ne lâcheraient rien, ils ont fini par faire des propositions.

Tout d'abord, la direction s'engage à ce qu'en cas d'accord les quinze licenciements pour faits de grève soient transformés en licenciements économiques. Ensuite elle garantit le maintien

du salaire de base pour la quarantaine d'ouvriers qui ont choisi le transfert à l'usine de Cergy. C'est une première victoire, car la grève avait démarré quand les ouvriers avaient appris que ceux qui étaient transférés auraient près de 300 euros de moins sur leur salaire de base. En outre la prime de déplacement, qui devait être dégressive, devient

permanente.

En plus des 15 000 euros prévus initialement, viennent s'ajouter 2 500 euros pour ceux qui acceptent de partir tout de suite. Les ouvriers auront en plus le choix entre un reclassement fait par le DRH (!) et une prime de 5 000 euros.

Mais il reste des points noirs. La direction veut qu'aucun des quinze salariés qu'elle a licenciés pour faute lourde ne soit transféré à Cergy. Cela concerne sept ouvriers. Et il reste à imposer des indemnités un peu plus conséquentes. Les grévistes ne

veulent donc pas s'en tenir là. Lundi 18 mai, ils sont allés manifester à Paris avec les ouvriers de Continental. Le lendemain, ils sont retournés à Beauvais et ont été reçus par le préfet. Dans l'après-midi, le directeur départemental venait à l'usine en tant que médiateur dans les négociations.

Au total, PSA et Lear ont déjà dépensé bien plus d'argent pour tenter de contourner cette grève que les ouvriers n'en demandaient en indemnités de licenciement. PSA s'ingénie à ne pas arrêter son usine d'Aulnay du fait de cette grève. Mais

• Michelin (Clermont-Ferrand)

Les actionnaires ont les moyens de payer

Vendredi 15 mai se tenait à Clermont-Ferrand l'assemblée générale des actionnaires Michelin. Un appel à la grève avait été lancé ce jour-là dans toutes les usines pour s'y rendre.

Venus de plusieurs usines, Montceau, Le Puy, La Roche-sur-Yon, Bourges, c'est au cri de « Du pognon pour nos salaires, pas pour les actionnaires » que ceux-ci ont été accueillis à leur entrée dans la salle où se tenait la messe annuelle des patrons de Michelin.

Mais lorsque les manifestants ont essayé d'y pénétrer à leur tour, ils ont été repoussés par les CRS groupés en nombre à proximité du bâtiment. Les profits sont bien gardés !

Les actionnaires sont venus se partager 145 millions d'euros de dividendes. Une somme qui représente 41 % des bénéfices 2008, contre 30 % l'année précédente.

Dès le début de la crise, lors du Salon de l'auto, Rollier, le principal gérant du groupe Michelin, avait déclaré : « Il n'y a pas de raison que les actionnaires soient privés de dividendes au titre de l'exercice en cours ». Eh bien, il a tenu sa promesse ! Et cette assemblée a également voté, avec la bénédiction de Mme Parisot, patronne du Medef et membre du conseil de surveillance de Michelin, la possibilité d'attribuer trois millions de stock-options ainsi que des actions gratuites aux principaux dirigeants de l'entreprise.

Correspondant LO

ironie du sort, l'usine a été finalement mise en chômage technique toute la journée du 19 mai par la grève des travailleurs d'un autre sous-traitant, ThyssenKrupp Sofédit (Orne), à qui leur direction proposait zéro euro d'augmentation pour 2009. Au bout de deux jours, ils obtenaient 55 euros et le paiement des heures de grève.

Et à Aulnay il y a toujours sur les parkings 15 000 voitures invendables en l'absence de sièges venus de Lear.

Correspondant LO

Dans la sous-traitance automobile

• Vistéon - Rougegoutte (Territoire-de-Belfort)

Grève pour les salaires

Chez Vistéon, qui compte actuellement 385 embauchés et 200 intérimaires, une grève, commencée le lundi 4 mai, a duré neuf jours, pour une augmentation de salaire de 250 euros, au départ.

« Revalorisation » précisaient des grévistes car c'est ce qu'ils estiment avoir perdu depuis 5 ans. Celles et ceux qui ont le plus d'ancienneté se retrouvent avec des salaires de 1 200 euros, voire moins, la direction cherchant à tout baisser – les salaires, prime d'ancienneté, intéressement, etc –, sauf les cadences et les pressions qui rendent les conditions de travail de plus en plus insupportables.

Dès le deuxième jour, cette grève, qui a touché une centaine de travailleurs, principalement dans l'atelier qui

assemble des planches de bord, a provoqué l'arrêt de lignes de fabrication chez Peugeot, à Mulhouse et à Sochaux, et cela jusqu'au mardi 12 mai ; Rougegoutte étant l'unique fournisseur de planches de bord de la plupart des modèles 5 000 voitures n'ont pas pu être produites. PSA estime qu'il perd 20 000 euros par minute non travaillée. Il y en a eu l'équivalent de 4 jours, et la direction de Peugeot a été contrainte de mettre au repos 2 000 ouvriers à Sochaux et 3 000 à Mulhouse ; ceux-ci ne s'en sont pas plaints.

Après une semaine de grève, le jugement du tribunal de Belfort, saisi immédiatement par la direction de Vistéon, préfigurait qu'il ordonnerait l'exécution de la levée des piquets de grève le mardi

12 mai. Les discussions ont commencé entre syndicats et direction le dimanche soir 10 mai.

Finalement, la direction n'a rien cédé sur les salaires ; mais elle a reculé, un peu certes, mais reculé tout de même sur une augmentation de 1,40 euro des heures supplémentaires, sur le calcul de la prime d'ancienneté, sur l'application des 35 heures, tout cela faisant, selon les syndicats, une augmentation de 80 à 100 euros pour une partie des ouvriers ; les retraits des jours de grève seront étalés sur quatre mois. Le nombre de grévistes ayant beaucoup diminué les jours précédents, la grève s'est terminée mercredi 13 mai.

Correspondant LO

• Sonas, Rencast (Zen), DFI – région de Delle-Beaucourt (Territoire de Belfort)

Emploi dévasté, le chômage explose



Les travailleurs de Sonas.

Sonas Automotive (Beaucourt), qui emploie 165 travailleurs, est en grève totale depuis le 12 mai. C'est mardi 19 que le Tribunal de Commerce de Guéret devrait choisir parmi les trois groupes sous-traitants de l'automobile candidats pour « reprendre » Sonas, un groupe qui compte 850 salariés dans quatre usines en France. L'un d'eux, Halberg Precisions, qui semble avoir le soutien de PSA et Renault, a annoncé le licenciement de la moitié des effectifs (85) à Beaucourt.

Après des semaines de chômage qui ont plombé les salaires, environ 1 000 euros de pertes cumulées, le gouverne-

ment a financé des formations qui ont remplacé le chômage partiel ces derniers temps. Peugeot a continué à fournir de la production à Beaucourt, entre autres des armatures métalliques de planches de bord montées à Visteon.

À quelques kilomètres de là, à Delle, les 150 travailleurs de Rencast (aujourd'hui Zen) fonderie d'aluminium produisant essentiellement des pièces pour Peugeot, sont dans la même angoisse du lendemain que ceux de Sonas ; ils voient aussi se profiler une nouvelle saignée dans les emplois. Halberg Precisions est aussi sur les rangs pour reprendre les usines Rencast en sacrifiant les

travailleurs au nom de leur sacro-sainte loi du profit.

Sur le même site que Rencast de Delle, à DFI, 18 travailleurs sur 80 viennent d'être licenciés en deux mois.

Dans la région de Delle-Beaucourt, petites villes ouvrières, le chômage et son cortège de pauvreté ont explosé ces derniers mois, du fait des licenciements massifs dans la sous-traitance automobile, du renvoi des intérimaires. De nombreux ouvriers frontaliers, licenciés par leurs patrons en Suisse, viennent grossir les rangs des chômeurs, 17 % de la population.

Correspondant LO

• Haute-Savoie

La crise du décolletage

L'industrie du décolletage, la principale de la Vallée de l'Arve, est en pleine crise et les mesures de chômage partiel et de licenciements se sont multipliées ces dernières semaines.

Mais certains, qui prétendent aider ces industries, tournent autour du pot. Le gouvernement vient de nommer un Commissaire à la réindustrialisation. Une de ses premières propositions est de mettre des ingénieurs en formation. Mais ce n'est pas le problème pour ces salariés-là, qui semblent très bien formés. De son côté, le Conseil général de Haute-

Savoie se fend d'une nouvelle subvention au pôle de compétitivité Arve Industries, pôle qui n'a servi qu'à syphonner des aides publiques vers les intérêts privés.

Il reviendra donc aux travailleurs, de la Vallée ou pas, de se battre pour une vraie solution : que les donneurs d'ordre, les grands groupes de l'automobile ou des travaux publics, puissent dans leurs réserves pour payer à 100 % des travailleurs qui ne sont pour rien dans cette crise.

Correspondant LO

• ArcelorMittal – Luxembourg

Contre le chômage, partiel ou total, dans la sidérurgie

Un millier de travailleurs venus des usines surtout belges et françaises ont manifesté mardi 12 mai devant le siège social d'ArcelorMittal à Luxembourg où se tenait l'assemblée générale des actionnaires.

La police était omniprésente dans le petit paradis fiscal de Luxembourg, siège d'ArcelorMittal, le numéro un mondial de l'acier. Il y a eu quelques échauffourées, un manifestant belge étant même littéralement séquestré quelques heures par la police luxembourgeoise après qu'il eut escaladé un balcon du bâtiment. Les actionnaires ont eu droit à deux alertes incendies et ont pu respirer l'odeur des fumigènes.

La manifestation avait été appelée initialement par la Fédération Européenne des Métallurgistes (FEM), suivie par l'intersyndicale CFDT-CGT-CGC-CFTC-FO en France. Mais, la veille, la FEM avait annulé son appel, craignant la manifestation « dont la grande ampleur pourrait mettre en péril le processus de négociation avec les dirigeants d'ArcelorMittal ». Côté français, la CFDT en avait

profité pour laisser tomber également. Mais un millier de travailleurs ont tout de même répondu présent à l'appel essentiellement de la CGT, de la CSC et de la FGTB belges.

Juste après qu'ArcelorMittal ait fermé les deux tiers de l'usine de Gandrange et réduit au chômage partiel des milliers de travailleurs en Europe, les manifestants tenaient à protester contre le fait que le groupe continue de distribuer des dividendes aux actionnaires et des stock-options aux cadres dirigeants, et cela même s'il affiche 1,1 milliard de dollars de pertes au premier trimestre. Des pertes en trompe-l'œil puisqu'elles sont dues pour l'essentiel à des provisions pour restructurations.

Mittal a proféré de nouvelles menaces contre l'emploi, notamment de ne pas rallumer les hauts fourneaux à l'arrêt : tout dépendra de leur rentabilité, a-t-il affirmé. Sûr que ce ne sont pas les discussions autour du tapis vert qui le feront changer d'avis.

Étienne HOURDIN

Face à la faillite du capitalisme, actualité du communisme

Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (1^{er} trimestre 2009)

Prix : 2 euros

Envoi contre 6 timbres à 0,56 euro



• Sri-Lanka

L'armée a écrasé les séparatistes, mais la question tamoule reste posée !

L'armée sri-lankaise a écrasé définitivement le réduit tamoul. Depuis, le régime de Colombo clairotte sa victoire, énumère les dirigeants du mouvement séparatiste, les Tigres de l'Eelam Tamoul, abattus par l'armée parmi lesquels, semble-t-il, le fondateur du mouvement, Velupillai Prabhakaran.

Dans l'immédiat, cette victoire militaire met un terme aux activités d'un mouvement nationaliste né il y a 37 ans et entré dans la lutte armée en 1983. En revanche, en ce qui concerne le sort de la minorité tamoule, rien n'est réglé. Et si rien n'est fait en sa direction, les mêmes causes ayant les mêmes effets, le mouvement séparatiste pourrait renaître.

Car les Tigres tamouls, que le régime de Colombo jubile d'avoir défaits militairement, étaient nés sur la base de la discrimination contre les Tamouls, entretenue par la majorité cinghalaise après le départ du colonisateur britannique.

Face au massacre perpétré par le régime de Colombo dans le réduit tamoul, les grandes puissances ont laissé le gouvernement sri-lankais agir à sa guise, le laissant éliminer non seulement les militants séparatistes mais également la population civile qui s'y trouvait. Selon des organisations non gouvernementales, quelque soixante civils auraient ainsi trouvé la mort chaque jour depuis début 2009.

La bataille finie, voici venu le temps des hypocrisies diplomatiques. On annonce la venue probable du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, qui ne manquera pas d'expliquer aux dirigeants sri-lankais qu'ils doivent prendre en compte le sort des civils tamouls, et notamment des 260 000 réfugiés qui ont fui la zone de combat et s'entassent maintenant dans des camps sans hygiène et sans moyens.

Tandis qu'une campagne de presse suggère que les Tigres tamouls ont eux aussi commis des atrocités (ce qui est bien possible), afin d'atté-



nuer les responsabilités de Colombo, l'Union européenne demande une enquête « indépendante » sur les crimes de guerre qui ont pu se dérouler pendant ce conflit « dans les deux camps ».

Les États-Unis et l'Union européenne appellent maintenant le régime de Colombo à tendre la main aux Tamouls, mais Kouchner fait entendre sa différence. Pour lui, « la France a fait le maximum » pour protéger les civils tamouls du conflit militaire, précisant : « Nous avons rencontré les organisations internationales, nous avons été au Conseil de sécurité », qui a fait une « déclaration ». La belle affaire !

Non content d'être ridicule, le ministre français des Affaires étrangères a aussi lancé que les Tigres tamouls

avaient une « politique d'extermination ». Mais que dire alors de la campagne militaire du régime sri-lankais, qui a frappé indistinctement combattants séparatistes et civils tamouls ?

Le président sri-lankais Mahinda Rajapaksa – un « homme de gauche », lui aussi – parle maintenant de réconciliation des deux communautés. Il invite les Tamouls de l'étranger à rentrer au pays, eux qui ont dénoncé dans de nombreuses capitales du monde le massacre perpétré contre leurs frères restés au pays. Il précise cependant qu'« il y a deux communautés, l'une qui aime ce pays, l'autre qui ne l'aime pas ». Ce qui n'augure rien de bon quant à la façon dont il considérera les Tamouls !

Jacques FONTENOY

Des dizaines d'années de discriminations

L'attitude du régime sri-lankais vis-à-vis des Tamouls s'inscrit dans la continuité de l'attitude des autorités britanniques de l'époque coloniale qui, pendant plus d'un siècle, avaient « divisé pour régner » en opposant les unes aux autres les différentes communautés de leurs colonies.

L'une des premières mesures du régime sri-lankais en 1948, l'année de l'indépendance, avait été de déchoir de la citoyenneté les travailleurs tamouls que l'impérialisme britannique avait importés d'Inde pour exploiter les plantations de café, de thé ou de caoutchouc.

En 1953, après un soulèvement populaire contre la hausse des prix, qui d'ailleurs regroupait toutes les classes pauvres quelle que soit leur origine, le gouvernement de Colombo avait accentué la suprématie de la majorité en imposant la langue cinghalaise comme seule

langue du pays. Par la suite, des mesures discriminatoires découragèrent l'accès de la minorité tamoule aux universités.

Dans les années 1970, le régime de Colombo favorisa la religion bouddhiste au détriment de l'hindouisme, religion de la grande majorité des Tamouls. Des monuments hindouistes furent alors rasés. Par la suite, un incendie détruisit la bibliothèque historique des Tamouls à Jaffna, détruisant des manuscrits précieux sur la culture des Tamouls du Sri-Lanka.

En 1981-1983, le gouvernement sri-lankais encouragea des pogroms puis des émeutes raciales anti-tamouls. C'est dans ce contexte que le mouvement séparatiste avait franchi un palier supplémentaire et était entré dans la lutte armée.

J.F.



• Italie

Nouvelles mesures contre les immigrés

Au début du mois de mai la marine italienne a reconduit vers les côtes libyennes 227 immigrants clandestins qui avaient cherché à rejoindre les côtes italiennes sur trois embarcations.

Le Haut commissariat aux réfugiés, organisme dépendant de l'ONU et peu enclin habituellement à critiquer les pays riches, a quand même fait remarquer au gouvernement italien qu'il n'avait pas le droit de procéder ainsi. Les conventions internationales lui font obligation d'examiner toutes les demandes d'asile avant de procéder éventuellement à des refoulements. Le HCR ajoute que la Libye n'offre aucune garantie quant à la sécurité et même à la santé de ces centaines de clandestins.

Cette crapulerie volontairement spectaculaire du gouvernement Berlusconi n'est qu'un des aspects de sa campagne visant les immigrés, clandestins ou pas. Alors que les actes racistes se multiplient dans le pays, le gouvernement et les partis qui le soutiennent, loin de les combattre, les encouragent de fait. Le 14 mai une loi sécuritaire a été votée à la Chambre des députés, qui institue officiellement les « rondes » de citoyens demandées par le parti xénophobe de la Ligue du Nord. Les tabasseurs d'immigrés auront ainsi un peu plus l'État de leur côté. Par ailleurs l'immigration clandestine devient désormais un délit, passible de 5 à 10 000 euros d'amende. La

durée de rétention dans les centres passe de deux à six mois. Ceux qui hébergent un clandestin risquent maintenant jusqu'à trois ans de prison.

Un amendement, stipulant que les médecins, les directeurs d'école et les facteurs ont obligation de dénoncer les clandestins, a été rejeté. Mais ce n'est sans doute que partie remise, car les médecins qui avaient jusque-là interdiction de dénoncer leurs patients sans papiers ont, depuis le 19 février, la « possibilité » de le faire. Ce que nombre d'entre eux refusent, en affichant dans leur salle d'attente « Nous sommes médecins, pas délateurs ».

Toutes ces mesures, assorties de déclarations xénophobes, visent officiellement les seuls immigrés clandestins. Mais elles font en fait peser une menace sur tous les travailleurs immigrés et, au-delà, sur tous les travailleurs d'Italie. D'abord bien sûr parce qu'elles veulent les diviser entre nationaux et immigrés, clandestins et légaux. Ensuite parce que les campagnes xénophobes de Berlusconi et de ses soutiens n'ont pas que des buts démagogiques immédiats. Ceux qui font aujourd'hui la chasse aux immigrés clandestins, par des lois, des discours, des articles, des rondes de nuit ou des dénonciations, sont aussi ceux qui, demain, s'en prendront aux travailleurs soucieux de défendre leurs droits, immigrés ou pas.

Paul GALOIS

• États-Unis

Le dépôt de bilan de Chrysler Attaque redoublée contre les travailleurs

Le 30 avril, Obama a ordonné à Chrysler de déposer le bilan afin qu'il puisse se dégager de toutes ses obligations fiscales et financières, de toutes ses obligations envers ses concessionnaires, ses créanciers et bien sûr ses salariés et ses retraités.

C'est le 30 mars dernier qu'Obama avait refusé le plan de restructuration déjà draconien envisagé par Chrysler pour échapper à la banqueroute, lui donnant trente jours pour imposer des sacrifices supplémentaires « à toutes les parties concernées » et avant tout aux travailleurs.

C'est ainsi que le nouvel accord passé avec le syndicat UAW constitue un véritable massacre des conditions de vie et de travail des ouvriers de Chrysler et un vrai désastre pour les retraités de l'entreprise.

Annuler tout ce que les travailleurs avaient conquis de haute lutte

Selon l'accord, les salaires sont gelés, les augmentations liées au coût de la vie sont supprimées de même que les pri-

mes annuelles. Les heures supplémentaires seront moins payées. Les nouveaux embauchés ont leur paye et leurs avantages sociaux réduits de moitié. Il n'y a plus de limite pour embaucher au nouveau tarif ni pour avoir recours aux contrats précaires ou à temps partiel.

On pourra faire travailler les ouvriers 12 heures par jour. Les temps de pause sont réduits. Un jour férié sera supprimé chaque année et le patron peut obliger les travailleurs à prendre deux semaines sur leurs vacances à sa convenance.

Les travailleurs en instance de licenciement devront accepter d'être mutés n'importe où dans le pays, ou d'être licenciés en perdant tout droit à une réintégration. Les licenciés ne toucheront plus qu'une indemnité minimum et pourront perdre rapidement toute couverture médicale.

Enfin il est prévu que, lors du prochain contrat, soit le syndicat acceptera les sacrifices exigés, soit ceux-ci seront soumis à un arbitrage et les travailleurs n'auront le droit ni de voter ni de faire grève pour s'y opposer.

L'assurance médicale des retraités en lambeaux

Quant au fonds d'assurance médicale des retraités, désormais géré par l'UAW, Chrysler ne lui verse qu'un milliard et demi de ce qu'il doit et promet de payer quatre autres milliards en actions de l'entreprise complètement dévalorisées et dont personne ne veut. Si la valeur de ces actions ne remonte pas, le fonds devra encaisser la perte. Si d'aventure elles remontaient au point de valoir plus de quatre milliards, le fonds rembourserait la différence au gouvernement pour payer les dettes de Chrysler !

Inutile de dire que les droits des retraités sont sérieusement amputés. Les retraités ne sont plus couverts pour les soins dentaires et pour les problèmes de vue. On va pouvoir doubler ou tripler ce qui reste à leur charge sur les ordonnances. Même les retraités les moins fortunés vont devoir participer au financement de leur assurance-maladie. Il faudra payer 100 dollars pour être reçu aux urgences. Les plus de 65 ans auront leur pension réduite de 76,20 dollars par mois car ils

ont alors accès à la couverture médicale fédérale.

Enfin, à partir de 2010, les gestionnaires du fonds pourront décider de réduire ou supprimer des prestations et d'augmenter la participation financière des retraités.

Ce n'est qu'un début... si les travailleurs laissent faire

Voilà un résumé des sacrifices que les dirigeants de l'UAW ont acceptés et demandé aux travailleurs d'approuver ! Ceux-ci l'ont fait, le dos au mur, sous la menace du dépôt de bilan, le 29 avril. Et le lendemain 30 avril Obama exigeait tout de même le dépôt de bilan !

Chrysler en a immédiatement profité pour fermer ses usines pour 30 ou 60 jours et pour annoncer la fermeture définitive de huit usines, mettant à la porte 6 500 travailleurs de plus. Des dizaines de milliers d'emplois vont être supprimés chez les équipementiers, les sous-traitants. Quant aux concessionnaires, Chrysler vient d'annoncer qu'il en supprimait près de 800. General Motors n'est pas en reste et va

mettre fin dans un premier temps au contrat de 1 100 concessionnaires, puis au cours de l'année de 1 600 autres ! L'ensemble de ces fermetures signifie la suppression de 193 000 emplois chez les seuls concessionnaires !

Car le même scénario se déroule chez General Motors, à qui Obama a donné un mois de plus, jusqu'à fin mai, pour présenter un plan plus draconien. Le dépôt de bilan de GM pour achever de briser la résistance de ce bastion de la classe ouvrière américaine est de plus en plus probable.

Les pressions inouïes exercées par les patrons, par Obama et son gouvernement, par les parlementaires, par les media et par les dirigeants syndicaux ont réussi à empêcher toute réaction collective des travailleurs. Mais la brutalité de l'attaque peut faire surgir la colère et la volonté de riposter. C'est ce que l'on peut souhaiter de mieux, non seulement pour les travailleurs de l'automobile, mais pour toute la classe ouvrière américaine qui est tout entière visée par cette attaque frontale contre son bastion avancé.

Dominique CHABLIS

• Manifestation de Bruxelles du 15 mai

Les travailleurs laissés sans perspectives

En réaction à la crise économique, la Confédération des Syndicats Européens a organisé des manifestations dans les capitales de plusieurs pays de l'Union.

À Bruxelles, la manifestation s'est déroulée vendredi 15 mai, rassemblant des délégations venues de France, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Espagne... Mais le gros des quelque cinquante mille manifestants était constitué de délégués et de militants syndicaux d'entreprises belges. Ils reflétaient l'inquiétude des travailleurs face à l'ampleur des suppressions d'emplois et à la montée du chômage.

En Flandre, le chômage a fait un bond de 18 % en avril – 30.000 chômeurs de plus – portant le taux de chômage flamand à 6,59 %. En Wallonie et à Bruxelles, le chômage est élevé depuis longtemps et l'augmentation a été moins rapide. Mais à

Bruxelles, le taux de chômage atteint maintenant 20 %, et 14,5 % en Wallonie. Ce sont là des chiffres officiels, qui ne tiennent pas compte des travailleurs à temps partiel, des préretraités et de tous ceux qui n'ont plus droit au chômage. 75 % des jeunes qui ont quitté l'école en 2008 n'auraient toujours pas trouvé d'emploi en janvier 2009 !

Les manifestants regrettaient de ne pas se retrouver plus nombreux et reconnaissaient avoir eu du mal à mobiliser leurs collègues de travail. Mais beaucoup reprochaient aux organisations syndicales le manque de préparation, et surtout le manque de clarté des mots d'ordre. Les affiches et les tracts, reçus quelques jours avant la manifestation, évoquent certes l'idée juste que « les travailleurs ne doivent pas payer la crise du capitalisme », mais noyée au milieu d'appels à



« des plans de relance » et à un « développement durable » adressés aux gouvernements et « à l'Europe »... comme si on pouvait compter sur ceux qui dirigent la Belgique, les autres pays européens et même l'Europe, pour se soucier des travailleurs...

Cette absence de remise en cause des profits amassés par les

actionnaires ne peut pas aider à relever le niveau de conscience et à débattre des perspectives sur lesquelles les travailleurs pourraient se rassembler pour défendre leurs intérêts. Or il leur faudra non seulement se défendre contre les attaques des gouvernements qui ne manqueront pas au lendemain des élections – les élections euro-

péennes sont couplées avec l'élection des parlements régionaux, bien plus déterminantes pour les politiciens belges – mais surtout se défendre contre les patrons et la classe des capitalistes qui a engrangé ces dernières années des profits colossaux sur le dos des travailleurs.

Correspondant LO

Les profits continuent à rentrer

Le chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 – les 40 plus grosses sociétés cotées à la Bourse de Paris – aurait reculé de 9 % au premier trimestre de 2009 par rapport à celui de 2008, selon une étude réalisée pour le quotidien *Le Monde*. Certes, ArcelorMittal chute de 41 %, Total de 32 % (mais après la flambée des prix en 2008), Renault de 30 %, Peugeot de 25 %, Saint-Gobain de 15 %. En revanche, certains groupes progressent, et parfois beaucoup : BNP Paribas de 28 %, Vivendi de 22 %, Dexia de 13 %, EDF de 12 %, GDF Suez de 10 %, Alstom de 9 %. Il s'agit là des chiffres d'affaires, et pas des profits. Mais les chiffres que fournit cette enquête montrent que ces groupes font encore de bonnes affaires et qu'ils feront encore pour la plupart des profits.

D'ailleurs la quasi-totalité des analystes financiers prévoient que les profits des entreprises du CAC 40 devraient augmenter en 2009. Pour savoir si ces profits seront supérieurs ou non à ceux de 2008, il faudra attendre les bilans de fin d'année. Mais déjà

le groupe pharmaceutique Sanofi Aventis, pour un chiffre d'affaires de 7,1 milliards, en hausse de 3,5 %, engrange au premier trimestre un bénéfice de 2,1 milliards, en hausse de 16 % ! Mais que les profits de ces grandes entreprises soient en baisse, ou augmentent encore, elles font encore de toute manière, pour la quasi-totalité d'entre elles, des profits malgré la crise.

Et quoi qu'il adienne des profits de 2009, tous ces groupes ont au fil des ans tiré du travail de leurs salariés une masse énorme de richesses : près de 300 milliards au cours des seules trois dernières années. Leurs actionnaires ont empêché des dividendes croissants et ont vu la valeur des actions s'envoler. Ils ont de quoi voir venir et, pour eux, une baisse des profits serait seulement un palier dans une situation globalement très prospère.

C'est la preuve, s'il en fallait, que, crise ou pas, les moyens existent pour que la population laborieuse ne fasse pas les frais d'une crise dont elle n'est nullement responsable. Ces richesses se sont

accumulées et s'accumulent encore sur les comptes en banque des capitalistes. Cela appelle à une autre répartition de ces richesses, mais pas à la façon dont en parle – de moins en moins d'ailleurs – Sarkozy. Cette redistribution des richesses devra être imposée avec une augmentation générale des salaires, des pensions, des retraites ; il faudra imposer

• Quand les entreprises se servent de la crise

Il faut baisser les dividendes, pas les salaires !

Après le tour-opérateur Donatello, IBM et Hewlett-Packard, c'est Hertz qui vient de demander à ses salariés d'accepter une baisse de salaire pour préserver « au maximum les emplois dans un contexte de crise ». En janvier, la direction avait déjà annoncé la suppression de 4000 emplois dans le monde. Pour l'instant, en France, seuls 150 cadres seraient visés et la direction de Hertz prétend que « l'effort » demandé – moins 5 % du salaire brut pendant trois mois – repose sur le principe du volontariat, sauf que dans le



l'interdiction des licenciements collectifs, en même temps qu'un contrôle populaire des comptabilités de ces grandes entreprises, contrôle qui permettra de vérifier qu'il y a de l'argent dans les caisses du

patronat.

Cela supposera un autre rapport de force entre la classe des travailleurs et celle des exploités. C'est à cela qu'il faut œuvrer.

Vincent GELAS

Michelin en envahissant les locaux où devait se tenir l'assemblée générale des actionnaires. C'est encore ce qui a provoqué la colère des salariés du Crédit Agricole, lorsqu'ils ont appris que les 23 membres du Conseil d'administration s'approprièrent, en plus de leurs autres avantages, à se partager 950 000 euros de jetons de présence, pour quatre réunions par an !

Malgré la crise, les grands patrons et les actionnaires continuent, eux, à se partager les profits.

Roger MEYNIER

• Contre la violence à l'école

Les gadgets sécuritaires ne servent à rien

Après l'agression contre une enseignante poignardée par un de ses élèves dans un collège de la région toulousaine, le ministre de l'Éducation nationale a avancé l'idée que les établissements scolaires soient équipés à l'entrée d'un détecteur de métaux. En fait, beaucoup d'établissements scolaires possèdent déjà des caméras de surveillance, qui filment surtout... les cagoules des petits voyous qui pénètrent en force pour en découdre ; à quand la fouille au corps dès la maternelle ?

Ce genre de gadgets, payés sur des crédits déjà insuffisants pour acheter le matériel scolaire indispensable, servent sans doute à alimenter les caisses des industriels qui les fabriquent, mais ils ne règlent pas le problème de la violence à l'école, qu'elle soit le fait de bandes extérieures ou d'élèves fragiles

et déséquilibrés.

Le milieu scolaire n'est pas un havre de paix coupé du monde extérieur, il reflète les tares de cette société. Et quand le seul avenir qu'elle offre aux jeunes, même lorsqu'ils sont diplômés, est le chômage ou un emploi au rabais, il en résulte pour les plus faibles que l'école ne sert à rien, que la « débrouille » est préférable aux connaissances. Dans ces conditions, la moindre contrariété, la plus petite manifestation d'autorité de la part d'un adulte peut déboucher sur une explosion, le plus souvent verbale heureusement, même s'il est pénible de se faire insulter parce qu'on veut faire correctement son métier.

À cela s'ajoutent les campagnes de dénigrement contre les enseignants, servant de prétexte pour justifier les suppressions de postes. Selon Darcos, qui

continue sur la lancée de ses prédécesseurs, les professeurs seraient trop nombreux, beaucoup se réfugierait dans des planques afin ne pas être au contact des élèves. Quand les enseignants refusent une surcharge de travail, il les considère comme des fainéants qui ne veulent pas s'investir auprès des élèves, etc.

Aux collègues de l'enseignante poignardée qui demandaient plus de moyens humains, Darcos a opposé un refus catégorique, affirmant qu'au contraire il poursuivrait sa politique de suppression de postes. La présence de plus d'adultes dans les écoles ne pourrait évidemment pas résoudre tous les problèmes de violence en milieu scolaire, mais cela diminuerait au moins les tensions qui se multiplient et peuvent dégénérer à tout moment.

Les enseignants ont trop d'élèves par classe, surtout dans les quartiers dits « difficiles », trop de tâches administratives exigées par le ministère, pour pouvoir détecter vite les élèves qui posent problème et qui décrochent. Il n'y a pas assez de surveillants dans les couloirs pour empêcher les comportements violents ou les dégradations de matériel ; pas assez non plus d'infirmières à temps plein (quand il y en a !) pour repérer et suivre les élèves fragiles ou carrément déséquilibrés. Quant aux conseillers d'orientation et aux assistants sociaux, ils n'ont au mieux que quelques heures par semaine à consacrer à plusieurs centaines d'élèves ; il leur est impossible de les connaître et de les aider.

Il est urgent d'arrêter l'hémorragie de personnel dans les établissements scolaires.

Marianne LAMIRAL

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE N° 120 (mai-juin 2009)

- Lutte Ouvrière dans les élections européennes
- La loi Bachelot et la fronde des chefs de service hospitaliers
- L'évolution de la législation sur les syndicats : des directions qui échappent de plus en plus à toute possibilité de contrôle des travailleurs et des syndiqués du rang
- Europe de l'Est Des États qui s'enfoncent dans la crise
- États-Unis La classe ouvrière frappée de plein fouet par la crise
- Irlande du Nord Le « processus de paix » n'a fait que cacher les problèmes

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,56 euro